

«Au nom du peuple israélien, je vous dis que nous ne sommes pas en guerre avec vous.. Nous ne voulons pas régner sur vous ni déterminer votre destin. Nous voulons vivre avec vous, côte à côte, en bon voisinage, dans le respect et l'entraide»

Ariel Sharon

LA LETTRE

du Collectif Paix et Vérité

ÉDITORIAL

Notre pays tient le discours le plus conforme aux principes universels des droits de l'homme. Et il suinte l'antisémitisme par tous ses pores. C'est qu'il arrive à nos dirigeants et à notre classe médiatique la mésaventure du pompier pyromane. Comment se prévaloir de l'éthique occidentale qui proscriit le racisme, l'antisémitisme, la discrimination sexuelle et l'obscurantisme, et en même temps, diffamer Israël jusqu'à plus soif, faire le silence sur la sauvagerie et la barbarie de ses ennemis islamistes, protéger jusqu'au bout le Hamas d'un classement comme organisation terroriste?

La tartufferie est la grande ordonnatrice du débat national. Un rapport demandé par l'Europe est enterré devant ses conclusions dérangeantes (les actes antisémites sont le fait d'arabo-musulmans et de leur rencontre avec l'extrême gauche antisioniste). Le *Nouvel Observateur*, qui frappe à boulets rouges sur l'Etat Juif, qui n'a pas de formule assez empoisonnée pour exécrer son dirigeant deux fois élu, et largement, sert à ses lecteurs un dossier remarquable sur la maladie honteuse de la France. Maladie dont depuis des années, sans fléchir, il lui inocule le germe le plus virulent, par le détour de l'antisémitisme.

La France est malade, non pas de son intérêt pour le monde arabe, mais pour son alignement sur les courants les plus cyniques et les plus rétrogrades de cet univers plongé dans une crise civilisationnelle, où notre pays contribue d'ailleurs à l'enfoncer.

Lutter contre l'antisémitisme, c'est aujourd'hui lutter contre la pieuvre islamiste et réhabiliter Israël, parce qu'il est une partie de l'Occident démocratique, parce que ses valeurs sont les nôtres et parce qu'il est pour l'époque, le test de la volonté d'«écraser l'infâme».

BP 42 13266 Marseille Cedex 08

paixetverite@online.fr

SOMMAIRE

Editorial	1
Combien l'Europe pèse sur les épaules d'Israël	1
L'Etat bi-national nouvel étendard de l'antisionisme	2
Delagrave encore incriminé	3
L'islamisme conquérant ébranle la France	4
ARTE ou l'incitation à la haine	6
Comprendre la guerre d'Arafat	7
Que veut la relève palestinienne	11
Une barrière contre la guerre	13
L'islamisme et la femme	15
L'islamisme cible ensemble les Juifs et les Chrétiens	17
L'Islam intelligent existe aussi	18
Oublier Genève	20
Le Projet du Collectif Paix et Vérité	20

COMBIEN L'EUROPE PÈSE SUR LES ÉPAULES D'ISRAËL

En Europe, on spéculé à loisir sur les chances de survie de l'Etat d'Israël. De nombreux auteurs se sont prononcés sur cette question, dont récemment Guy Sorman dans « Les enfants de Rifaa ». Avant lui, selon Jean-Marie Colombani, l'Elysée aurait tenu des sessions régulières sur cette question dans les mornes années de la cohabitation. C'était sous l'égide de Dominique de Villepin, alors simple conseiller du Président.

Les amateurs de spéculation aboutissent généralement à des conclusions macabres pour le jeune Etat. Larmes de crocodiles, conseils avisés d'« amis », avec des menaces parfois, la plupart prédisent une fin un peu inéluctable du projet sioniste. C'est sans doute ce qui contribue à donner aux extrémistes palestiniens ce sentiment d'euphorie qui les dispose si peu au compromis.

Mais il est une question que l'on pose beaucoup moins souvent. Dans quelle mesure la prophétie européenne est-elle auto réalisatrice, c'est à dire dans quelle mesure les Européens, non pas comme spectateurs mais comme ac-

teurs, font tout pour que la destruction d'Israël adienne effectivement ?

La question peut provoquer de grands gestes d'indignation et des cris d'orfraie. Il n'empêche que de nombreux faits, dont la nature est d'être têtus comme disait Lénine, ramènent de façon lancinante à ce questionnement.

Par exemple, la Commission européenne délègue tous les mois 10 millions de dollars et plus du double en sus par tranches annualisées, pour payer les frais de l'administration de l'Autorité palestinienne, les salaires des fonctionnaires comme les coûts de fonctionnement du système scolaire et des média.

Mais voilà! Lesdits « fonctionnaires » se trouvent être souvent de purs terroristes ! Derechef équipés et rétribués sur les fonds de la vieille Europe. Le financement européen du système scolaire assure, au fond, la préservation d'une structure de lavage de cerveau des enfants. Il sert de fait à convertir le sens commun en folie auto destructrice, le temps scolaire en

(Suite page 2)

(Suite de la page 1)

culture de la haine raciste des Juifs et en acceptation du suicide comme avenir. Les média palestiniens, abondés par l'Europe sont un second dispositif de lavage de cerveau. Eux aussi s'emploient à substituer aux valeurs naturelles de la préservation de la vie et du destin de la famille, un mélange de fantasmes archaïques et de fanatisme. Ce qui fait que la mère va aimer que son fils meure et qu'elle va aimer en même temps les revenus de « solidarité » envers les combattants qui rétribueront cette mort. Et c'est l'Europe qui paie cette soumission programmée d'un peuple à la démesure et à la férocité.

Ce n'est pas tout. L'Europe ne paie pas seulement les Palestiniens. Elle paie aussi des Israéliens, pourvu que par leur action, ils contribuent à diviser leur société, à ébranler sa conviction et à saper son moral. C'est ainsi que des ONG israéliennes vertueuses comme B'Tselem émargent naturellement sur le budget de l'Europe. B'Tselem qui applique à sa propre société des exigences dont elle perd le souvenir dès qu'elles touchent aux turpitudes infiniment plus graves de l'adversaire.

Quand Yossi Beilin lance l'opération de Genève contre son gouvernement comme il l'assure lui-même, et avec l'assentiment muet d'Arafat, les

bourses européennes s'ouvrent. Que Beilin soit un élu ou pas, qu'il ait de l'influence en Israël ou pas. Que le chat soit noir ou gris, pourvu qu'il attrape des souris. C'est à dire pourvu qu'il crée au gouvernement israélien les pires difficultés d'ordre interne et d'ordre international. Et tant mieux si le gouvernement israélien trébuche, lui qui subit les contraintes de la réalité, qui affronte pied à pied le terrorisme fanatique que l'on connaît, qui garantit, car c'est sa première fonction, qu'Israël reste debout.

D'ailleurs, l'Europe en connaît un rayon quand il s'agit de provoquer des difficultés internationales à Israël. Voilà au moins trente ans qu'elle s'aligne sur les initiatives diplomatiques arabes et palestiniennes pour délégitimer, encercler, acculer l'Etat Juif. L'enceinte privilégiée de la dénonciation est l'ONU, là où siège en permanence la plus grande concentration de dictatures et de théocraties qu'il soit possible d'assembler en un lieu unique.

Dans la période récente l'Europe a condamné Israël sur tous les sujets pour lesquels elle était requise par les arabo-palestiniens. Expulsion d'Arafat, condamnations par la Commission des Droits de l'Homme, barrière de sécurité, violences faites aux enfants israéliens, pas une occasion où

elle n'ait fait chorus avec le camp des dictatures. Oui une. L'Europe s'est abstenue quand les Palestiniens ont fait voter la transmission du dossier de la barrière de sécurité à la Cour de Justice de La Haye. Elle s'est abstenue car on ne sait pas où mène le passage du règlement politique au règlement judiciaire des différends internationaux. Elle s'est abstenue, mais elle n'a pas voté contre, elle n'a pas agi contre, laissant la manœuvre arabo-palestinienne se déployer sans obstacle.

Isoler Israël, diviser Israël, financer ses ennemis, dénoncer son action, lui refuser le droit de se défendre, cela fait beaucoup pour de simples témoins, inquiets du destin sioniste.

Surtout quand ces témoins ont laissé la fureur de leurs média, désinformer, manipuler, abrutir et envenimer, au point qu'un fameux sondage donnait la mesure scientifique de l'empoisonnement de l'opinion. Pour 59% d'Européens manipulés, intoxiqués, désorientés, Israël est la principale menace pour la paix mondiale.

De grâce, que l'Europe porte son inquiétude sur d'autres sujets, sur d'autres horizons. Israël aurait une chance de se porter mieux et de vivre longtemps.

Jean Hoovvey

L'ÉTAT BI-NATIONAL, NOUVEL ÉTENDARD DE L'ANTISIONISME

LE DROIT DU PEUPLE JUIF À UN ÉTAT SOUVERAIN DANS SA PATRIE HISTORIQUE

Dore Gold et Jeff Helmreich

- Un nouveau courant critique propose l'élimination d'Israël et son remplacement par un État palestinien juif bi national. Les nouveaux détracteurs d'Israël font état de leur doute sur la légitimité d'un État juif, quoiqu'ils n'aient rien à dire sur le bien-fondé de douzaines de nouveaux États qui sont apparus dans la seconde moitié du siècle dernier, dont certains sont dépourvus d'une identité nationale bien établie. Cette nouvelle mise en cause du droit d'Israël d'exister comme État juif est particulièrement sarcastique dans la mesure où la nation juive a précédé de plusieurs milliers d'années l'apparition des nations les plus jeunes.
- Le nouveau courant critique de l'État Juif néglige le fait que même si Israël est défini sur une base communautaire – il y a de nombreux

États à base communautaire dans le monde – il ne transgresse jamais les droits des minorités, qui jouissent d'une pleine égalité en matière juridique et politique. Ils ignorent aussi que cette forme d'expression nationale n'est pas singulière : la plupart des États attestent de façon formelle de l'héritage religieux ou culturel de la communauté dominante. Israël est cependant le seul État à faire l'objet de critiques à ce sujet.

- Israël est le seul État créé au siècle dernier dont la légitimité a été établie à la fois par la Société des Nations et par les Nations Unies. Le mandat de la Société des Nations n'a pas inventé un droit nouveau du peuple juif à une patrie en Palestine, mais reconnu un droit déjà existant, car le lien entre Israël et sa terre historique était acquis pour les dirigeants de la planète au siècle précédent.
- A partir de 1864, les Juifs sont devenus nettement majoritaires à Jérusalem, plus d'un demi siècle

avant l'arrivée de l'Empire britannique et le mandat de la Société des Nations. Tout au long des années où une nouvelle présence juive s'ancrait sur la terre d'Israël, un énorme flux de population arabe apparaissait sous la forme d'une immigration en quête de salaires plus élevés ou d'opportunités économiques, conséquences de l'implantation juive sur cette terre. Le président Roosevelt en concluait en 1939 que « l'immigration arabe en Palestine depuis 1921 fut de loin supérieure à l'immigration juive, sur toute la période ».

- Les nouveaux détracteurs d'Israël cherchent à délégitimer les droits nationaux des Juifs en les présentant comme un prolongement de l'impérialisme européen. En fait, les mouvements juifs clandestins engagèrent dans les années 40 une guerre anti colonialiste contre le pouvoir britannique. Quand il fut créé, Israël était une force anti impérialiste, alors que les États ara-

(Suite page 10)

DELAGRAVE ENCORE INCRIMINÉ

Les éditions **Delagrave** ont été incitées à retirer, il y a quelques semaines, un ouvrage de français pour les classes de CAP. De façon scandaleuse, il invitait les élèves à des jeux de rôles où il fallait tenir celui du gardien de camp israélien (Juif) et à des exercices écrits les obligeant à

s'impliquer dans la « résistance » palestinienne. Elus et autorités se sont légitimement émus de ces appels à l'antisémitisme dans un milieu particulièrement perméable aux démons du racisme anti Juif. Et l'éditeur a pris la sage décision de retirer son ouvrage qui semble derechef

avoir pris une valeur nouvelle pour certains enseignants. L'ouvrage de français de CAP n'était pas un cas unique. On trouvera ci-après des extraits commentés d'une autre manuel de chez **Delagrave** qui ne vaut pas mieux que le manuel de CAP.

Les deux dernières flèches de la carte ci-contre renvoient à la Cisjordanie (Judée Samarie) et à Gaza, avec le commentaire suivant: « Palestine occupée, forages interdits pour les non-Juifs ».

Ce commentaire est un concentré d'idéologie et d'a priori sur la situation au Proche orient. La « Palestine » n'existe pas à notre connaissance, comme pays. On connaît simplement la Cisjordanie et Gaza.

Ensuite la « Palestine » est « occupée ». Ce qualificatif, répandu à loisir dans notre pays, décrit mal un régime administratif complexe, où coexistent des zones totalement ou partiellement administrées par l'Autorité palestinienne issue des accords d'Oslo et des zones réduites administrées par Israël. Si les forces israéliennes sont aujourd'hui présentes dans les plus grandes villes des territoires, ce n'est pas en vertu d'un statut quelconque, mais pour empêcher des attentats meurtriers perpétrés à partir de ces villes par des terroristes que l'Autorité palestinienne refuse de combattre.

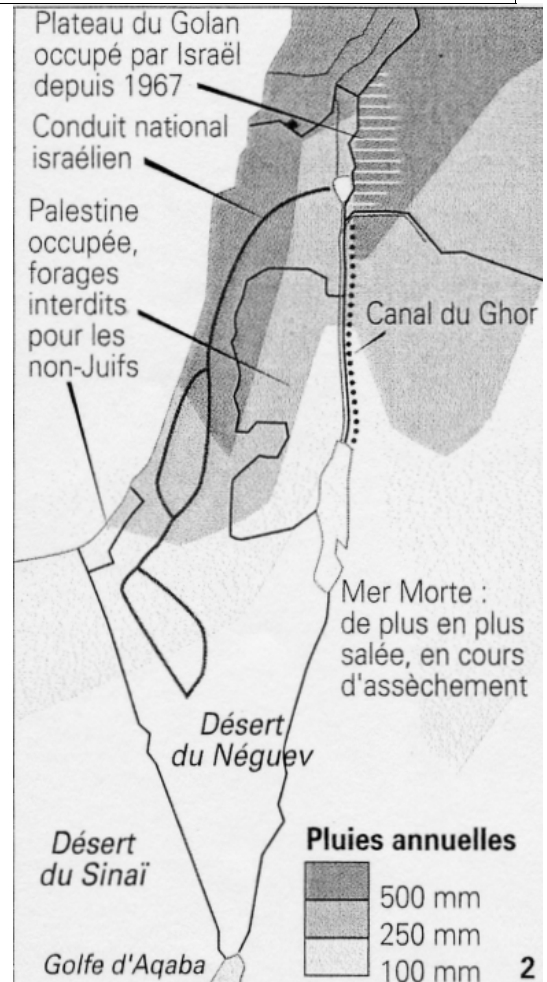
Enfin, la carte ci-contre nous apprend que les « forages sont interdits pour les non-Juifs ». D'où les auteurs tiennent-ils cette très grave affirmation? De leur imagination fertilisée par trop de haine? En effet, Israël n'a aucune compétence sur la gestion de l'eau dans les Territoires.

prendre en mains ce problème, mais la Commission ne s'est jamais réunie, les opérations militaires étant de plus haute priorité pour l'OLP et les groupes terroristes. Le résultat est que les paysans palestiniens, laissés à eux-mêmes creusent des puits et pompent les nappes phréatiques sans égard pour la préservation à terme des ressources. C'est ainsi que des champs sont irrigués avec de l'eau potable.

Les auteurs du manuel de Delagrave ont une étrange approche de leur fonction pédagogique:

- ils enseignent des faits parfaitement erronés (l'interdiction des forages aux non-Juifs);
- ils incitent à la haine, non seulement contre les Israéliens mais aussi contre les Juifs en général. Que peut être durant cette « leçon » le statut d'un élève Juif désigné comme un assoiffé à sa classe?
- enfin, ils enflamment les esprits des jeunes arabomusulmans, nombreux dans ces sections, et prompts à venger leurs frères arabes.

Mais les auteurs ne s'en tiennent pas là. Quelques pages plus loin, ils se lancent dans une géopolitique de bistrot: « La guerre permet de confisquer ou de contrôler une richesse naturelle à son profit exclusif, selon la loi du plus fort. » Les professeurs aux longues oreilles font alors



Delagrave utilise les services d'étranges enseignants. Certains de ses manuels, largement destinés aux élèves de l'immigration, sont autant de brûlots partisans, bornés et propres à alimenter à l'école, un antisé-

▷ La guerre permet de confisquer ou de contrôler une richesse naturelle à son profit exclusif, selon la loi du plus fort. C'est Israël cherchant à contrôler l'eau au détriment des Palestiniens, c'est Saddam Hussein envahissant le Koweït à cause du pétrole. Souvent, des marchandages

Pire, l'Autorité palestinienne qui sait si bien produire, stocker et dissimuler quantité d'armes et d'explosifs, autorisés ou non, ne se préoccupe nullement du problème crucial de l'eau. Les accords d'Oslo avaient judicieusement prévu une Commission mixte israélo-palestinienne pour

coup double: l'exemple de la « loi du plus fort » c'est Israël qui « contrôle l'eau au détriment des Palestiniens », mais aussi « Saddam Hussein envahissant le Koweït «à cause du pétrole». Israël est le « plus fort » qui opprime et il est mis sur le même plan qu'un dictateur sanguinaire, ce qui est un scandale.

mitisme qui sourd déjà par tous les pores de l'institution. Nous ne mettons nullement en cause, ici, les ministres Ferry et Darcos qui font preuve d'intelligence et de droiture sur ces questions épineuses pour la nation française.

Gisèle G.

Les documents reproduits ci-dessus sont extraits du manuel d'Histoire Géographie de l'éditeur scolaire Delagrave pages 107 et 113. Le manuel a été élaboré sous la direction de J. Renet, par C. Alvarez, G. Pernet, J.-C. Schraen et R. Woessner.

L'ISLAMISME CONQUÉRANT ÉBRANLE LA FRANCE

Le voile islamique a alimenté en France, depuis des mois, un débat convenable et prévisible. Il va s'achever par une initiative réglementaire. Brusquement, les média du monde arabe, qui portent depuis des années Jacques Chirac au pinacle, se sont irrités de cette maladie française qui pourrait contraindre les jeunes musulmanes scolarisées à obéir aux règles de la République. Les musulmans ne doivent pas être contraints, dans la «maison de la trêve» ou «maison de l'Islam» que la France est devenue, selon eux.

La commission Stasi, initialement assez peu favorable à une réglementation, a peu à peu évolué, au cours des auditions. Elle a reçu de plein fouet un flot d'informations concordantes, l'écho d'une tempête qu'elle avait mal estimée. De quelques dizaines de cas d'élèves refusant de se dévoiler à l'issue d'un entretien avec des responsables d'établissement, elle a trouvé, par paliers, le refus de suivre certains cours, la contestation de certains enseignements, puis la récusation des examinateurs de l'autre sexe lors des examens, la demande de mise à disposition de salles de prières dans l'école, l'autorisation de quitter les cours pour prier, l'aménagement de la scolarité pendant le ramadan, les menus des cantines, etc.

Initialement localisé au port d'un morceau de tissu, le problème s'est étendu à toute la vie scolaire. Puis il a franchi les portes de l'école, pour frapper à celle des clubs sportifs, des administrations, des hôpitaux, des piscines,...., débordant en même temps les limites de la population scolaire, pour atteindre le corps social entier.

Et si, en fait, l'affaire du voile islamique n'était que la

pointe émergée d'un iceberg, de la nouvelle terreur infligée aux femmes beur ? Et si l'atteinte épouvantable à la femme beur était avec l'antisémitisme en paroles et en actes, l'un des deux leviers principaux de l'offensive planifiée d'un Islam conquérant en France ? Et si par extension, l'atteinte au fonctionnement de l'école, de l'Université, de l'hôpital, n'étaient que des manifestations grimaçantes de l'introduction de la Charia dans les rapports sociaux. Avec, pour pendant, l'organisation de centres de sélection et de formation de soldats de l'Islam à vocation mondiale, comme mise en pratique du Jihad sur le sol national ?

L'Islam conquérant s'est implanté en France avec l'importation progressive d'une nuée d'imams arabes, marocains, algériens, saoudiens. Mais la nationalité compte peu en Islam. Le futur imam même si c'est un breton converti, ira faire son apprentissage au Caire, à Médine, où il recevra une éducation parfaitement normalisée. Il se présentera ensuite sous l'étiquette salafiste, tabligh, etc.

Presque toujours, cet encadrement des Musulmans en terre de France obéit à des programmes inspirés par les wahhabites d'Arabie. Analysant l'utilisation politique de la rente pétrolière, André Grjebine, retient entre autres objectifs : financer « des mouvements islamistes et éventuellement des réseaux terroristes...l'implantation d'une mosquée contrôlée par les fondamentalistes ici, une action terroriste, là. », « susciter l'insécurité dans les pays occidentaux, ce qui les rend particulièrement sensibles au chantage des fondamentalistes religieux », « aider financièrement des candidats à des postes clés dans les démocraties libérales... » in *La fragilité des démocraties libérales* Le Fi-

UNE GRAVE RÉGRESSION DE LA SITUATION DES JEUNES FEMMES

« La situation des filles dans les cités relève d'un véritable drame » : par ces termes, une dirigeante associative a mis en lumière que les premières victimes de la dégradation de la situation sociale sont les femmes. (...)

Les jeunes femmes se retrouvent victimes d'une résurgence du sexisme qui se traduit par diverses pressions et par des violences verbales, psychologiques ou physiques. Des jeunes gens leur imposent de porter des tenues couvrantes et asexuées, de baisser le regard à la vue d'un homme ; à défaut de s'y conformer, elles sont stigmatisées comme « putes ». Plusieurs associations s'alarment des démissions de plus en plus fréquentes de leurs adhérentes d'origine étrangère, qui se

voient interdire par leur milieu l'engagement dans la vie associative.

Dans ce contexte, des jeunes filles ou des femmes portent volontairement le voile, mais d'autres le revêtent sous la contrainte ou la pression. Il en va ainsi des fillettes préadolescentes à qui le port du voile est imposé, parfois, par la violence. Les jeunes filles, une fois voilées, peuvent traverser les cages d'escalier d'immeubles collectifs et aller sur la voie publique sans craindre d'être conspuées, voire maltraitées, comme elles l'étaient auparavant, tête nue. Le voile leur offre ainsi, paradoxalement, la protection que devrait garantir la République. Celles qui ne le portent pas et le perçoivent comme un signe d'infériorisation qui enferme et isole les femmes sont désignées comme « *impudiques* », voire « *infidèles* ».

Des jeunes femmes sont aussi victimes d'autres formes de violences : mutilations sexuelles, polygamie, répudiation. Le statut personnel de ces femmes ne permet pas toujours de s'y opposer ; sur le fondement de conventions bilatérales, le droit du pays d'origine peut leur être applicable, y compris les dispositions directement contraires à l'égalité entre les sexes et aux droits fondamentaux. Des mariages sont imposés dans certaines communautés, notamment turque, maghrébine, africaine et pakistanaise. (...)

Des droits élémentaires des femmes sont aujourd'hui quotidiennement bafoués dans notre pays. Une telle situation est inacceptable.

Extrait du rapport Stasi 11 décembre 2003

CE QUE L'ISLAMISME PEUT FAIRE AUX FEMMES, EN FRANCE

Le Monde du 6 décembre, Delphine Saubaber rapporte le cas d'une jeune femme, à l'Hôtel Dieu de Lyon, couverte jusqu'aux pieds par une burqa qui s'agrippe à une infirmière : « S'il vous plaît, Madame, donnez-moi un médicament pour qu'elles me descendent, les règles ! Si je suis enceinte, il va encore me fracasser... ».

L'infirmière lui fait « dévoiler ses bras... lardés de cicatrices. "Il m'a tranchée

partout...», gémit-elle en montrant ses doigts, ses épaules, sa poitrine. : "Vous accepteriez d'être examinée par un homme ?"

Un silence, et la jeune femme murmure : "Moi ça me dérange pas... C'est mon mari qui voudrait pas.".... A 18 ans, elle a perdu ses parents, s'est mariée, convertie à l'islam. Avant, elle s'habillait comme toutes les filles à la mode.

La burqa, c'est son choix ? "Au début, oui, murmure-t-elle. Mais il faut que je

la mette pour sortir, mon mari et ses amis me le disent. Si je ne la mettais plus, ils seraient très en colère."

Ce qu'elle voudrait : "*Enlever le voile, réussir comme tout le monde.*" Que ferait son mari s'il apprenait qu'un homme va l'approcher ? "*Il dit que les docteurs en profitent pour se rincer l'œil.*" Mais s'il y a urgence ? "*T'as qu'à crever...*".

LA MONTÉE D'UN NOUVEL ANTISÉMITISME

Les menaces à la laïcité vont de pair avec un regain de violence à l'égard de personnes appartenant ou censées appartenir à la communauté juive. Cet antisémitisme ravivé, en France ou dans d'autres pays européens, est attisé par les images du conflit israélo-palestinien. Quelles que soient les indignations suscitées par celles-ci, les solidarités avec une partie au conflit, cela ne peut se traduire sur le territoire de la République, en actes ou en paroles. Toute injure, toute action, toute violence à caractère antisémite est répréhensible et doit être punie sévèrement, conformément à la loi. En 2002, parmi les actes racistes, les violences antisémites sont pour la première fois majoritaires : près de 200 actes et plus

de 730 menaces antisémites ont été recensés par le ministère de l'intérieur.

Les divers représentants des communautés juives ont fait part à la commission du climat de peur dans lequel vivent de plus en plus de familles juives. Ces violences sont particulièrement présentes à l'école. L'insulte courante dans les cours de récréation devient « sale feuj ! » ou « sale juif ! ». Le contenu des cours est parfois contesté quand est abordée l'histoire de la communauté juive, à tel point que l'enseignement de la Shoah en devient impossible. Des enfants, en raison de leur appartenance religieuse supposée, sont persécutés par des camarades de classe. Le port de la kippa au sortir de l'école, dans la rue et dans les transports publics, peut être dangereuse. Lors de l'audition de 220 lycéens par la commission, l'un d'entre eux a déclaré, sans que personne ne le démente, qu'aucun élève juif ne pourrait porter la kippa dans son lycée sous peine d'être immédiatement « lynché ». Face à ces violences, des élèves ont dû être « exfiltrés » des écoles publiques dans lesquelles ils étaient inscrits et transférés dans d'autres. Dans ce contexte, les demandes d'inscription dans les écoles confessionnelles juives et catholiques ont été en nette augmentation à la rentrée scolaire 2003. Ces menaces ne pèsent pas que sur les élèves. Des enseignants ont quitté l'enseignement public, en raison des difficultés auxquelles ils étaient confrontés du fait de leur patronyme.

Extrait du rapport de la commission Stasi 11 décembre 2003

garo 8 Mai 2003. Cette analyse a le mérite de mettre le doigt sur un paramètre essentiel : l'implantation d'un Islam offensif n'est pas spontané, inhérent à l'Islam, mais programmé par des doctrinaires étrangers au pouvoir.

Une fois dans la place, les missi dominici devaient identifier les cibles les plus perméables. Il s'en est présenté deux. Les arabo musulmans incarcérés et les jeunes beurs des banlieues (les garçons, pas les filles). La République porte une responsabilité, bien que non exclusive, dans la dérive des garçons des cités. De loin les moins qualifiés, ils ont subi de plein fouet les politiques économiques de préférence pour le chômage entamées il y a vingt ans, avec leur cortège d'échec et de misère.

Ces populations « levier » en recherche d'identité et d'un statut positif, endoctrinées dans des moquées clandestines ou non, sont le vecteur du nouvel ordre islamiste.

Leurs deux premières cibles ont été les femmes beurs et les Juifs. Les femmes, car elle sont le talon d'Achille de l'ordre religieux : leur soumission est la première condition du retour à l'Islam fondamentaliste. Les Juifs, car les systèmes de dictature, totalitaires, ont besoin d'un ennemi commode. L'actualité du conflit au Proche Orient, son traitement par les média nationaux et Arabes (introduits par les antennes paraboliques et les cassettes) a facilement désigné les Juifs.

Le processus qui a projeté au centre de l'actualité le voile à l'école est exactement le même que celui qui a provoqué l'épidémie antisémite. Les acteurs, le projet, les vic-

times (femmes musulmanes et Juifs) sont le produit de la poussée de l'Islam intégriste et de la misérable alliance vert/islam et rouge/extrême gauche. En quelques brèves années, le paysage social, mais aussi culturel et éthique de la France s'en est trouvé bouleversé, comme le constatent d'innombrables rapports dont le courageux rapport de la commission Stasi.

L'islamisme ne s'en tient pas là. Fort de projections démographiques favorables (en 2030, l'immigration compterait 15,7 millions de personnes, 42 % des naissances et 23% des actifs) et de la conscience d'un potentiel d'influence politique, l'Islam conquérant étend ses ambitions. Il y a la face menaçante : la politique étrangère de la France prend en compte avec angoisse le risque des banlieues, risque terroriste associé à l'attitude nationale dans les crises internationales impliquant des musulmans. Il y a la face aimable avec un Tariq Ramadan qui entreprend, avec des sourires et une grammaire érudite, d'islamiser la modernité.

L'Islam n'est compatible avec la nation française, qu'à condition qu'il se réforme, non pas pour donner le change mais dans ses fondements. En particulier, la nation française doit au moins exiger de lui la séparation de la mosquée et de l'Etat, la prohibition de l'inégalité homme/femme et le primat des droits de l'homme sur le droit religieux, avec la liberté pour tout individu de quitter l'Islam si il le désire.

Jean Hoovvey

LES CITÉS POUSSÉES VERS LE TERRORISME

(...) La forte implantation en Essonne du mouvement piétiste Tabligh est perçue par les RG comme un «puissant facteur de conversion». L'organisation y compterait, selon les policiers, «environ quatre cents militants et sympathisants actifs». «Si la vie ascétique des tablighis et leur présentation peu moderne (...) apparaissent peu en phase avec les aspirations matérialistes des jeunes des cités, leur sincérité et la mise en pratique au quo-

tidien de leurs convictions, doublées d'un discours bien rodé, finissent par forcer le respect», constatent les policiers. «Il est certain que les convertis, déjà imprégnés de l'intégrisme religieux du Tabligh, constituent un vivier où viennent piocher les islamistes djihadistes», poursuivent-ils.

La menace salafiste se profilerait donc. «Depuis deux ans, préviennent les policiers, l'idéologie salafiste gagne du terrain en Essonne et a tendance à essaimer, notamment sous l'impulsion des convertis.» Les RG estiment même que «la conversion à

l'islam d'individus fragiles comporte indubitablement un risque de dérive terroriste». Et ils enfoncent le clou : «Les convertis sont en effet d'autant plus appréciés par les radicaux que leur nationalité française leur permet de franchir plus aisément les frontières, de servir d'hommes de paille pour la location de locaux ou la direction d'associations, d'apporter une aide logistique en matière d'hébergement, de transport...»

Jean-Marc Leclerc Le Figaro 7 octobre 2003

ARTE OU L'INCITATION À LA HAINE

La production et la projection du film « Route 181 » d'Eyal Sivan et Michel Khleifi a indigné, non seulement les personnes attachées à la vérité historique, mais aussi les amoureux du cinéma. Ce plagiat misérable du fameux « Shoah » de Claude Lanzman, avec, par exemple, la mise en scène de l'épisode du coiffeur, vrai chez Lanzman, faux chez Sivan, pose la question de l'encouragement de la chaîne publique à une campagne de haine primaire contre l'Etat Juif.

Car c'est de cela qu'il s'agit et rien d'autre : une campagne d'incitation à la haine, le prolongement et l'adaptation des méthodes naguère soviétiques et désormais palestiniennes de propagande. Ce qui est remarquable, et qui vient en plus, c'est l'utilisation du même procédé, toujours recyclé, de dépossession des Juifs. Comme les Palestiniens se

sont inventé une Nakba, une « catastrophe » pour singer et récupérer la charge affective de la Shoah des Juifs, Eyal Sivan invente, avec ce qu'il voudrait être l'approche artistique de Lanzman, une dépossession et un massacre imaginaires des Palestiniens à Lod.

Et Arte, une chaîne publique, se fait le financier et le promoteur de cette opération de désinformation, de négationnisme et d'intoxication !

Un récent sondage commandé par la commission européenne aux plus sérieux instituts d'opinion européens, désignait, pour une franche majorité d'Européens, les États-Unis et Israël, deux démocraties, comme les principales menaces pour la paix mondiale. Cet extraordinaire résultat, qui semblait tiré des officines de Corée du Nord ou de Cuba, jetait une lumière aveuglante sur les déformations de la réalité qui sont ser-

vies à longueur d'années par les médias, premiers architectes des représentations collectives de la réalité du monde.

On aurait pu imaginer que, stupéfaites devant l'étendue des dégâts auxquels elles avaient activement contribué, les rédactions allaient mettre de l'eau dans leur vin et fixer des bornes à ne pas franchir pour éviter de sombrer dans le monde d'Orwell ou de Kim Il Sung.

Arte a montré qu'il n'en était rien. Elle nous a convié à un voyage au bout du traitement bestial de l'information, avec Sivan bien sur, mais avec aussi son épouvantable trilogie sur les généraux israéliens. Tout cela dans les quelques semaines qui ont suivi, grâce au sondage européen, l'annonce publique des turpitudes infâmes de la profession des faiseurs européens d'information et d'éducation du public.

CONCILIER LES DEUX DONNÉES FONDAMENTALES DE L'HOMME, L'ESPACE ET LE TEMPS EST AFFAIRE DE RAISON, DE COMPROMIS ET NON DE HAINE

Eyal Sivan est un israélien qui s'est donné une mission : délégitimer Israël et le sionisme, en donner l'image la plus négative possible. Comme son objectif va dans le sens du mauvais air ambiant, il voit s'ouvrir devant lui les portes des tribunes médiatiques les plus influentes.

C'est ainsi qu'Arte a diffusé le 24 novembre dernier, un « documentaire » fleuve de 4 H 25 intitulé « Route 181 Fragments d'un voyage en Palestine-Israël », en référence à la résolution 181 de l'ONU du 24 novembre 1947 qui préconisait la fin du mandat britannique et la mise en place de deux Etats à l'ouest du Jourdain.

Pendant 4 H 25, Eyal Sivan l'Israélien et son coéquipier Michel Kheifi vont interviewer du Nord au Sud des dizaines de personnes avec un seul fil conducteur : démontrer que les Arabes ont été dépossédés de leurs terres, de leurs villages, au profit d' « étrangers » venus des quatre coins de la planète. La scène où la caméra s'attarde sans pudeur sur le visage de Juifs éthiopiens est à ce titre exemplaire !

Eyal Sivan se sert de la caméra comme de sa plume, avec le même parti pris, la même malhonnêteté mais

avec en plus la force de l'image.

Pour un regard averti, l'artifice est évident, les pièges tendus aux seuls Juifs aussi prévisibles qu'odieux. On pourrait multiplier les exemples où l'amalgame, le mensonge, la mauvaise foi, se donnent libre cours et sans contrepartie aucune.

Ce film est désespérant par son manichéisme. Il ne prend en compte qu'une logique : celle d'une géographie qui ne serait que Palestinienne, d'un droit du sol unilatéralement bafoué au profit d'une réalité juive uniquement extraterritoriale.

Il feint d'oublier la présence continue et plurimillénaire des Juifs en terre d'Israël et surtout la dimension historique, spirituelle, culturelle d'une terre « possédée » par le judaïsme, pour reprendre l'expression du psychanalyste Sibony.

La conciliation des deux données fondamentales de l'homme, l'espace et le temps est affaire de raison, de compromis et non de haine et surtout de la pire des haines : la haine de soi.

Nicole AJ

VOICI UN ÉCHANTILLON DE LA PROSE DES ANTISIONISTES OBSESSIONNELS

LES SHARONIARDS LANCENT UNE CAMPAGNE CONTRE ARTE APRES LA DIFFUSION DE "LA ROUTE 181" : REAGISSONS !

Chers Amis

Suite à la diffusion par ARTE le 24/11/03 de notre film : "Route 181, Fragments d'un voyage en Palestine-Israel", les milieux ultra sionistes, les sites Internet, les radios et la presse pro-sharon, encouragés par des person-

nalités telles que Alain Finkielkraut et Claude Lanzman ont lancé une campagne de diffamation à notre égard et contre la chaîne ARTE. Ils encouragent les plaintes contre ARTE et accusent la chaîne d'incitation à la haine. Au delà de caractère abject des attaques nous croyons que ARTE risque en effet d'être intimidée. Vue la virulence des attaques, nous croyons qu'il faut agir et - cette fois ci- soutenir ARTE et encourager sa

direction. Si vous avez apprécié notre film "route 181" faites le savoir en écrivant à ARTE (demander même la rediffusion du film.)

Ecrivez massivement à ARTE pour contrer les attaques des ultra sionistes et des soi-disant anti-racistes amis d'Israël

Merci par avance de votre soutien et pour la diffusion de ce message

Eyal Sivan & Michel Khleifi

COMPRENDRE LA GUERRE D'ARAFAT

Pour évaluer la portée exacte de l'Accord de Genève de Yossi Beilin, pour déchiffrer les rapports ambigus entre l'Autorité Palestinienne et les groupes terroristes, pour décrypter la fureur sans égale des opposants à la construction de la clôture de sécurité, transformée pour la circonstance en « mur de l'apartheid », il faut d'abord comprendre la guerre d'Arafat.

Il y a un certain nombre d'idées toutes prêtes, qui offrent une vision assez cohérente de la réalité, qu'il convient de discuter d'emblée. Ces idées séduisantes sont en effet plus utiles pour donner un sens aux événements quotidiens du conflit, que pour expliciter le conflit lui-même et d'abord la stratégie d'Arafat.

Arafat est beaucoup plus redoutable et mérite d'être bien davantage pris au sérieux qu'il ne le serait s'il n'était qu'un dirigeant corrompu ordinaire de l'Orient arabe.

On a coutume de dire qu'Arafat est un corrompu et des chiffres circulent sur les sommes détournées (le rapport du FMI les estime à 800 millions de dollars, d'autres sources à plusieurs milliards), sur sa fortune personnelle qui le place

très haut dans la hiérarchie mondiale des personnalités politiques (estimations de Forbes à 300 millions de dollars), sur les dépenses somptuaires de son épouse Souha à Paris où elle engloutirait 100 000 dollars par mois.

Ce constat mène vite à l'erreur, à sous estimer Arafat comme chef politique et comme chef de guerre. Si Arafat détourne des fonds, c'est avant tout pour financer ses activités politiques et militaires, pour asseoir son pouvoir, tenir ses réseaux. Arafat vit somme toute modestement, depuis bientôt deux ans, dans une Moukata en ruine. Ce n'est ni un prince saoudien, ni un Choukeiry. C'est un individu fanatiquement crispé sur des convictions qui ressemblent beaucoup à celle de son grand oncle, Hadj Amin Al Hussein, le fameux mufti de Jérusalem, ami et collaborateur d'Hitler, ennemi obsessionnel des Juifs.

Arafat a sur ce dernier, l'avantage d'avoir plus voyagé et de s'être frotté aussi bien aux doctrines des frères musulmans égyptiens et des soviétiques, qu'à celles des révolutionnaires Chinois, Vietnamiens, Cubains et Algériens. L'expérience accumulée et un talent propre font d'Arafat un chef de guerre roué, habile, tenace. Il est beaucoup plus redoutable et mérite d'être bien davantage pris au sérieux qu'il ne le serait s'il n'était qu'un dirigeant corrompu ordinaire de l'Orient arabe.

Dans la même veine, on le présente parfois comme un individu hésitant, incapable de prendre des décisions, contradictoire. Shlomo Ben Ami rendait compte ainsi de son comportement à Camp David. C'est une erreur de plus. Arafat a eu à prendre des décisions très complexes, très risquées pour un chef politique, mais il a su les prendre, s'y est tenu et il est parvenu à garder le pouvoir jusqu'à ce jour. Par exemple, fidèle à ses visions fanatiques, il a su refuser de s'enfermer dans le poste de premier ministre de Jordanie, offert en 1970 par le roi Hussein, pour pouvoir poursuivre sa carrière de révolutionnaire.

Il a su, après la guerre du Kippour et le premier choc pétrolier, reconvertir son action et jouer à fond la carte diplomatique qui s'offrait. Il a su signer les Accords d'Oslo sans se sentir tenu par ses propres engagements. Il a su aussi déclencher la seconde Intifada car il entrevoyait une victoire militaire. Pour le combattre efficacement, mieux vaut prendre Arafat au sérieux.

On a coutume de dire que la guerre palestinienne est une guerre terroriste. La Feuille de Route inscrit en tête des mesures imposées aux Palestiniens la collecte des armes illégales et le démantèlement des structures terroristes. Il s'agit là essentiellement du Hamas, du Djihad Islamique et des Brigades des Martyrs d'Al Aqsa. Est-ce vraiment la solution définitive, existe-t-il des structures terroristes qui ne se reconstituent pas si certaines conditions sont réunies ?

Le terrorisme est un concept qui se situe dans le registre de la peur, de la terreur. Le terrorisme va frapper, de la façon la moins prévisible, avec la plus grande cruauté des cibles en général dépourvues d'intérêt militaire. Derrière la bestialité (qui est là, indiscutablement), il faut, pour donner un sens aux événements, reconnaître les buts politiques sous-jacents. Il faut passer du registre affectif (la peur et l'horreur) au registre rationnel (quel but immédiat, quel résultat attendu), c'est à dire au registre politique.

On a coutume de dire que les États-unis, surtout depuis l'arrivée de G.W. Bush sont des alliés fiables et inconditionnels d'Israël. Il y a un devoir de reconnaissance d'Israël vis à vis des États-unis, le seul pays qui ait clairement énoncé qu'« Israël a le droit de se défendre », le pays qui fait barrage aux résolutions incessantes pour condamner Israël au Conseil de Sécurité (76 veto américains), le pays qui accorde une aide économique et technologique substantielle, année après année. En même temps, les États-unis sont une puissance dont les intérêts sont imbriqués avec ceux des pires ennemis d'Israël, que l'on trouve en Arabie Saoudite, dans certains émirats ou même en Europe. D'un autre point de vue, il n'y a pas d'alliance gratuite : comme Israël a besoin des États-unis, les États-unis ont besoin d'Israël, par exemple pour fixer certaines menaces (au moins celles de l'Iran et de la Syrie). La relation des États-unis à Israël est une relation d'État à État où des divergences d'intérêt potentiellement aiguës peuvent

Et Bush de s'en prendre à Israël depuis Londres, le 19 Novembre, dans une philippique à l'« européenne », sur tous les sujets en même temps : «colonisation», «humiliation des palestiniens», «murs et clôtures».

survenir. Il ne faut pas voir avec peine mais avec réalisme Colin Powell condamner les opérations militaires indispensables pour acculer le Hamas, et Bush s'en prendre à Israël depuis Londres, le 19 Novembre, dans une philippique à l'« européenne », sur tous les sujets en même temps : « colonisation »,

« humiliation des palestiniens », « murs et clôtures ».

On admet enfin, presque universellement, que la solution est dans la formule « deux États pour deux peuples ». C'est sans doute vrai. Mais quand on emploie cette formule, on fait comme si les deux parties partageaient cette option, le différend se situant sur les questions des frontières, du droit au retour ou de Jérusalem. Ce qui est sur, c'est que presque tout l'éventail politique israélien accepte cette vision des deux États. Mais en est-il de même de l'autre côté ? Et si les acteurs palestiniens se moquaient comme d'une guigne des frontières, du droit au retour et de Jérusalem, s'ils avaient pour unique obsession l'éradication du pouvoir juif au Proche Orient ?

On ne peut pas comprendre la guerre d'Arafat sans retracer l'émergence progressive de sa doctrine, identifier ses objectifs, se familiariser avec ses méthodes, avant d'en tirer les leçons.

ÉMERGENCE DE LA DOCTRINE DE GUERRE PALESTINIENNE (1)

Les conseils de Mohammed Yazid

Septembre Noir (entre 10 000 et 30 000 morts palestiniens suite à l'offensive du roi Hussein de Jordanie contre les camps de réfugiés et les bases militaires d'Arafat), ouvre une période de remise en cause et de réflexion chez les Palestiniens. Ils s'intéressent aux suggestions de Mohamed Yazid, l'ancien ministre de l'information du gouvernement provisoire algérien. Cet expert, qui était parvenu à retourner l'opinion européenne contre la France, donne plusieurs conseils pour « recadrer » la propagande palestinienne :

- Ne plus présenter Israël comme un misérable petit état voué à être détruit par l'immense peuple arabe mais parler d'une « lutte de libération nationale » comme celle de toutes les autres nations ;
- Ne plus donner à croire avec des mots d'ordre comme « jeter les Juifs à la mer » ou « égorgés les Juifs » que les Israéliens puissent être des victimes. Les victimes, cela doit être les Palestiniens ;
- Ne plus présenter le conflit comme une lutte entre « les Arabes et les Sionistes », mais entre « les Arabes et l'impérialisme ».

Ce recadrage de la propagande palestinienne, prendra effet de façon progressive, jusqu'à son apogée lors de la Conférence de Durban de décembre 2001.

Les conseils des Chinois et des Vietnamiens

Arafat aurait visité en 1970 Pékin et Hanoi en compagnie de Abou Ayad. Il aurait alors rencontré Chou En Lai et Giap, en prélude à de nombreux échanges et sessions de formation militaire, étalés dans le temps. Giap donne trois conseils :

- dans la confrontation avec Israël, il convient de fixer des étapes et des objectifs par étape, au lieu de proclamer tout de suite l'objectif de destruction d'Israël ;
- se donner une apparence de modération pour ne pas effrayer l'opinion occidentale ;
- apprendre à manipuler les médias. Giap aurait dit : « En 1968, j'ai compris que je ne pourrais pas vaincre les 500 000 hommes des troupes américaines qui étaient déployées au Vietnam. J'ai compris que je ne pourrais pas couler la 7^{ème} flotte ni détruire ses centaines d'avions. Mais je savais que je pourrais introduire dans les foyers américains des images qui leur donnerait une envie folle de stopper cette guerre »

Giap donnait ainsi aux Palestiniens un corps de doctrine adapté à la guerre asymétrique, qui met en présence des adversaires dont la puissance initiale est très inégale. Il leur recommande une guerre prolongée, car le rapport des forces ne peut s'inverser qu'au terme d'un long processus. Il s'agit de miner l'adversaire, non seulement sur le terrain militaire, mais aussi politiquement (en l'isolant), économiquement (une guerre prolongée coûte très cher) et moralement.

(1) "Ten Years Since Oslo: The PLO's 'People's War' Strategy and Israel's Inadequate Response," by Joel S. Fishman

Une telle guerre associe des aspects politiques, économiques, militaires, diplomatiques, médiatiques. Le Jérusalem Post du 16 septembre 2003, fait état d'une citation d'Arafat de la fin des années 60 : « *Nous devons, dit Arafat, lancer une campagne soutenue de terrorisme qui minera la vie des citoyens, empêchera une immigration vers Israël et obligera les Israéliens à quitter Israël... détruira le tourisme... affaiblira l'économie en obligeant les Israéliens à consacrer la majeure partie de leurs ressources à la sécurité du pays... Maintenir une ambiance de tension et d'anxiété qui forcera les sionistes à réaliser qu'il est impossible pour eux de vivre en Israël.* »

Si on veut comprendre la guerre d'Arafat, il faut bien voir comment il combine ses offensives sur trois fronts principaux. Il y a **le front de l'isolement international d'Israël** (délégitimation, dénonciation de l'occupation, de l'apartheid, de l'oppression et de l'humiliation, campagnes à l'ONU et en Europe sur tous les sujets), **le front de la division interne d'Israël** (la mobilisation contre les opérations militaires de défense d'Israël, la prise à parti des chefs de gouvernement à qui est imputée la responsabilité de la guerre, le discours pacifiste, l'encouragement des opérations comme les « accords de Genève »), **le front de l'épuisement moral et économique d'Israël** (par les pertes humaines, le règne de l'insécurité, le détournement de ressources énormes des emplois productifs vers la sécurité et la défense).

Les trois fronts sont activés ensemble ou successivement. Où Israël trouve-t-il ses forces vitales ? Dans son moral et sa prospérité qui vont ensemble, dans son unité, dans ses liens avec le reste du monde. Pour vider Israël de ses forces, il faut l'attaquer simultanément sur ses trois sources d'énergie vitale. C'est à cela que s'attelle Arafat depuis quarante ans avec une extraordinaire

Sous la direction d'Arafat, les palestiniens ont produit sans doute les meilleurs spécialistes au monde, pour la propagande et la manipulation des médias, le terrorisme ...

obstination et un mépris du même ordre pour les épreuves qu'il cause ainsi à son peuple.

Ses moyens opérationnels sont triples : **la propagande** et son corollaire, la manipulation des médias, le **terrorisme** vis à vis des Israéliens et un régime de **fanatisme-répression** imposé aux Palestiniens. Sous la direction d'Arafat, les Palestiniens ont produit sans doute les meilleurs spécialistes au monde, pour la propagande, la manipulation des médias, le terrorisme, la fanatisme des masses et la répression.

La guerre d'Arafat est toujours une guerre politique. Sa faiblesse militaire relative l'a contraint de porter la guerre là où il pouvait mobiliser des appuis, remporter des succès et paralyser l'adversaire, c'est à dire sur les champs médiatique, diplomatique, économique et de la terreur contre les civils.

Ce qu'il y a de pathétique dans cette situation, c'est de voir de nombreux Israéliens et pas des moindres, contribuer à la perte de leurs avec la dernière naïveté, comme maillons méprisés de la stratégie du vieux raïs. Combien d'entre eux sont les meilleurs vecteurs de la diffamation d'Israël et de son isolement international, combien investissent une énergie inépuisable dans la dénonciation féroce des leaders du pays, ou qui, comme Uri Avnery, ne trouve rien de plus urgent quand des attentats déchirent les corps des enfants Israéliens, que d'aller faire d'eux-mêmes, à la Moukata, un rempart pour protéger le grand Ordonnateur des carnages.

LA THÉORISATION DE LA GUERRE PAR L'O.L.P.

La guerre a été théorisée sous le nom de « Stratégie des étapes ». Pour asseoir cette stratégie, on voit revenir sans cesse dans le discours de l'OLP, le pacte d'« Houdaibiya » et la référence au « Cheval de Troie ».

La stratégie des étapes

La stratégie des étapes est postérieure à la guerre du Kippour. En 1973, les Israéliens s'étaient laissés surprendre. La leçon qu'en tirèrent les Palestiniens, c'est qu'Israël n'était pas imbattable militairement, et que si une guérilla intérieure avait pu paralyser la mobilisation précipitée de sa défense, l'Etat Juif aurait peut-être été emporté. S'est alors imposé le modèle vietnamien où, à partir de zones dites « libérées », une guerre de guérilla paralyse et use les forces adverses, qui sont ensuite battues par une offensive conventionnelle.

L'article 2 de la résolution adoptée ce jour-là stipule que l'OLP devra «établir une autorité nationale indépendante sur toute partie du territoire qui aura été libérée». C'est la fameuse «zone libérée», le sanctuaire qu'il faut créer

«... ». C'est la fameuse « zone libérée », le sanctuaire qu'il faut créer en premier et d'où on peut lancer une guerre de harcèlement dans les lignes de l'adversaire. Vingt ans plus tard les accords d'Oslo serviront sur un plateau à Arafat le fameux territoire libéré d'où il fait partir encore aujourd'hui ses opérations.

Le même article prescrit que l'OLP utilisera « tous les moyens et avant tout la lutte armée... » : il faut entendre la guerre de guérilla. Et à l'article 8 « elle s'efforcera de réaliser l'union des pays de la zone de confrontation dans le but d'achever la libération de l'intégralité du territoire palestinien ». C'est le passage à l'offensive conventionnelle pour abattre Israël.

Il est remarquable d'observer qu'il y a quelques jours, le 1^{er} décembre le Fatah, pour ramener à la réalité les Palestiniens qui pourraient s'être égarés en prenant à la lettre les accords de Genève, a publié, un document où il proclame : « *Nous rappelons à ceux qui jouent avec l'avenir de notre peuple qu'un État palestinien indépendant sur les territoires occupés en 1967 ne fait pas partie du consensus stratégique, mais seulement d'un programme de transition, adopté par l'OLP lors de la réunion de 1974 du Conseil National Palestinien.* » [voir BADIL Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights Press Release E-53-03 5 December 2003]

Ce passage capital met le doigt sur deux points qui permettent de tout comprendre : d'abord que le programme demeure bien celui de 1974 visant à détruire Israël et ensuite que la création d'un État palestinien n'est qu'une transition, un moyen (la base de lancement d'une guerre de guérilla) et surtout pas une fin (un État unique du Jourdain à la mer).

Le dispositif des étapes ne fonctionne qu'à une condition : disposer d'un territoire où installer une autorité nationale palestinienne. Sans cela, pas de population où recruter des fantassins ou des « martyrs », pas de ressources financières, pas de sanctuaire où stocker des armes,

former des soldats, trouver refuge, etc. Arafat tenta bien d'utiliser la Liban après la déroute de Jordanie, mais il en fut déraciné grâce à la plus légitime des guerres israéliennes et renvoyé à Tunis.

Le pacte d'Houdaibiya

C'est alors que survint l'opportunité d'Oslo qui allait lui offrir cette base d'opérations tant souhaitée. Il y avait une condition cependant pour entrer dans le processus : renoncer solennellement à la violence, ce qui était parfaitement incompatible avec la poursuite de la guerre. C'est là que va s'imposer, dans le discours palestinien, la référence à Houdaibiya. En 628, le prophète, en difficulté, avait passé avec la tribu des Qoreïch, maîtres de La Mecque, un accord pour dix années de paix. Un peu plus d'une année après, le rapport des forces étant devenu favorable, le prophète rompait la trêve et prenait La Mecque. Le prétexte est qu'un Musulman n'est pas engagé pas les traités qu'il passe avec les Infidèles.

Arafat va prendre appui sur ce modèle. Le 1^{er} septembre 1993, avant même l'échange de lettres avec Rabin (du 9 septembre) et la signature de la Déclaration de principes (du 13 septembre), s'exprimant sur radio Monte Carlo, il déclare que l'accord à venir « serait à la base d'un Etat palestinien indépendant en accord avec la résolution de 1974 du Conseil National Palestinien ». C'est à dire la base arrière d'une nouvelle guerre ! Quelques mois plus tard, en Arabe, dans une mosquée de Johannesburg, il compare les accords d'Oslo au « pacte de Houdaibiya ». Référence qui reviendra régulièrement, qui le délivre de tout engagement de renoncer à la violence et qui lui sert à donner à ses troupes, en Arabe, quand il le juge utile, le signal de l'offensive.

C'est sans doute pour cela qu'Arafat est totalement récusé comme interlocuteur palestinien aussi bien par les Américains que par les Israéliens. Les engagements qu'il accepte sont affaire d'opportunité : non seulement sa doctrine lui permet de les transgresser quand ça l'arrange, mais elle le lui commande. Ne pas lancer le Jihad quand les conditions sont favorables, c'est avec des lunettes islamistes, déroger aux obligations religieuses.

Pour Arafatl'accord à venir « serait à la base d'un Etat palestinien indépendant en accord avec la résolution de 1974 du Conseil National Palestinien ».

La référence au Cheval de Troie

Cette référence sert d'image pour expliquer le déclenchement de l'Intifada de septembre 2000. Le « Cheval » est invoqué publiquement, en Arabe par Arafat ou par Marwan Barghouti. C'est sans doute Fayçal Hussein qui a livré la version la plus détaillée au quotidien égyptien Al-Arabi le 31 mai 2001. « Les États-unis et Israël n'ont pas compris, avant Oslo, que tout ce qui a été laissé du mouvement national palestinien et du mouvement Pan Arabe était un Cheval de Troie...Il y a trois ans j'ai dit "la Montée dans le Cheval" et chacun est entré dans le Cheval et le Cheval a passé le muré... Maintenant, le temps est venu pour nous de dire : "Sortez du Cheval et commencez à travailler" ». Et il continue, pour bien fixer les buts stratégiques de l'Intifada : « notre but suprême est toujours la libération de toute la Palestine historique, de la Rivière [du Jourdain] à la Mer [Méditerranée], même si cela signifie que le conflit durera pendant encore mille ans ou pendant beaucoup de génération. »

LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE D'ARAFAT

On a vu que la stratégie d'Arafat n'a vraiment pu prendre corps qu'avec les accords d'Oslo, qu'il a su subordonner à sa stratégie, d'une main de maître.

Dix ans après Oslo, il n'est pas inutile de mesurer le chemin parcouru de part et d'autre, les Israéliens avec leur politique de « paix contre les territoires » et les palestiniens avec leur stratégie des étapes.

En 1993, l'OLP était exilée à Tunis, sans territoires, sans troupes, sans grands moyens financiers. Au même moment Israël était une puissance militaire de premier ordre en même temps qu'une puissance économique et technologique en plein essor.

Dix ans après, le parti d'Arafat dispose d'un territoire, d'un peuple de plusieurs millions d'individus, de ressources financières avec des contributions d'Etats et d'organisations internationales, d'une administration, de forces armées (près de 60 000 hommes). Il a aussi acquis une légitimité internationale et un courant d'estime considérable, au moins dans le monde musulman et en Europe. Israël quant à lui a désormais une guerre d'usure sur les bras. Son essor économique et technologique est stoppé, ses forces armées sont engluées dans des tâches de surveillance et de renseignement accablantes. Il est largement diffamé, délégitimé et haï dans le monde. Entre 1983 et 1993, il y avait 25 morts par an en moyenne du fait du terrorisme, entre 1993 et 2003, 110 morts par an en moyenne décennale, et depuis septembre 2000, 300 morts par an.

Israël a désormais une guerre d'usure sur les bras. Son essor économique et technologique est stoppé, ses forces armées sont engluées dans des tâches de surveillance et de renseignement accablantes.

alors que la guerre en cours n'est pas terminée.

L'erreur d'Israël, comme nation, c'est de n'avoir pas su comprendre assez tôt que le modèle mental de ses adversaires palestiniens n'avait rien à voir avec le sien. Il a cru qu'avec Arafat, il tenait un partenaire représentatif, avec lequel on pouvait négocier, défendre ses intérêts, et parvenir à un compromis. Israël a cru que le rapport des forces militaires pouvait dicter une issue raisonnable, même à un vieux terroriste. Il a trouvé un dirigeant mu par des fantasmes religieux, calculant sur le très long terme, affranchi de la contrainte de minimisation des pertes qui pèse sur tout gouvernant, sans compte à rendre ni à son peuple ni à une

quelconque opposition.

Sa seconde erreur, c'est d'avoir seulement apporté des réponses militaires et sécuritaires, à une stratégie politique et médiatique, d'avoir négligé la contre propagande et l'offensive sur l'image, la légitimité, les pratiques dictatoriales, le fanatisme religieux. L'habileté d'Arafat n'explique quand même pas tout. S'il a pu mener sa stratégie diplomatique/terroriste/médiatique, c'est qu'il a aussi bénéficié d'appuis considérables dans le monde arabo-musulman et chez ses clients européens. En cela la guerre n'est pas tout à fait une guerre israélo-palestinienne, mais une guerre israélo-arabe.

Avec la barrière de sécurité, l'option de la guerre de harcèlement contre les civils va progressivement perdre toute signification.

Paradoxalement, la position d'Israël est aujourd'hui beaucoup plus forte qu'en septembre 2000. A l'épreuve d'une guerre sauvage, la société et l'État israélien ont tenu et se sont endurcis. Trois années d'Intifada leur ont donné une incomparable leçon de lucidité. Ils savent désormais à qui ils ont affaire. La tâche des démagogues comme Yossi Beilin s'est singulièrement compliquée, il s'en rendra compte dans les mois qui viennent.

La légitimité et la légende de l'Autorité Palestinienne se sont effritées et peu d'Etats contestent désormais à Israël le droit de forcer les sanctuaires terroristes où d'entraver leur mobilité opérationnelle, par des barrages routiers par exemple. C'est une victoire appréciable des gouvernements Sharon qui ont su conquérir et légitimer cette liberté opérationnelle qui est en train de faire rendre gorge aux structures terroristes.

Avec la barrière de sécurité, l'option de la guerre de harcèlement contre les civils va progressivement perdre toute signification. Privé de leur principal instrument de nuisance, on peut imaginer que les Palestiniens vont demander à négocier dans les mois à venir, avec ou sans Arafat. Il conviendra alors d'imposer des conditions les plus intransigeantes sur la question de l'armement et de la militarisation des Palestiniens dans leur État.

La menace se déplace : à court terme elle se situe au niveau de l'Égypte et de l'Iran qui accroissent leur potentiel offensif, conventionnel et nucléaire, comme si ils se préparaient à un conflit extérieur. A plus long terme, elle se niche dans les déséquilibres non maîtrisés entre la démographie galopante des Arabes et les blocages de leurs économies. Comment les Etats arabes, gangrenés par la corruption et l'incompétence, pourront-ils tenir face à des masses humaines dont les besoins alimentaires ne seraient pas assurés?

Jean-Pierre Bensimon

(Suite de la page 2)

bes s'alignaient sur les empires, et que leurs armées étaient entraînées et équipées par les Français et les Britanniques.

- Avant 1967, il n'y avait aucun mouvement agissant pour revendiquer un État palestinien particulier. Ahmed Choukeiry, qui avait fondé l'OLP huit ans plus tôt, déclarait devant le Conseil de Sécurité de l'ONU : « chacun sait que la Palestine n'est que le Sud de la Syrie ». Au début des années 1960, de nombreux Palestiniens considéraient l'é-

gyptien Nasser comme leur chef, au même titre que n'importe quel palestinien. Dans ce contexte historique, nul ne peut prétendre que la revendication des Palestiniens sur la terre d'Israël soit plus fondée que celle des Juifs, ce qu'affirment les critiques d'Israël.

- La nouvelle offensive contre Israël est en partie fondée sur l'ignorance de l'histoire juive, dans un monde d'aujourd'hui hautement laïcisé. Elle découle aussi d'une nouvelle vague d'antisémitisme qui s'est manifestée dans le sondage d'opinion de la

Commission européenne selon lequel, aux yeux de l'Europe, Israël est une menace pour la paix du monde. Romano Prodi, le président de la Commission européenne, déclara, en faisant référence aux fondements antisémites des résultats du sondage : « si cela atteste d'un préjugé plus profond et plus général à l'encontre des Juifs, notre dégoût est encore plus radical » .

**Dore Gold et Jeff Helmreich
Jerusalem Center for Public Affairs
16 Novembre 2003**

QUE VEUT LA RELÈVE PALESTINIENNE ?

Fin octobre 2003, une délégation palestinienne de chefs du Fatah était invitée à Washington. Elle était composée de dirigeants palestiniens de la nouvelle génération: Ahmed Ghuneim, membre du Haut comité du Fatah en Cisjordanie et du Haut conseil révolutionnaire; Qaddoura Fares, membre du Conseil législatif palestinien ayant participé aux «Accords de Genève», et Hatem Abd El-Qader, également membre du Conseil législatif. Après cette visite, les trois importants dirigeants palestiniens se sont exprimés en Anglais et en Arabe sur le démantèlement de l'infrastructure terroriste. Ils ont utilisé deux langages, deux positions se contredisant l'une l'autre. C'est le double langage, un langage pour chaque interlocuteur, dont Arafat s'est fait une spécialité mondiale et qui continue de masquer en Occident les véritables intentions des leaders palestiniens.

Hatem Abd El-Qader membre du Conseil législatif palestinien

EN ANGLAIS

Pour **Hatem Abd El-Qader**, «parvenir à un cessez-le-feu est la première des priorités. Tout accord doit inclure un arrêt des manifestations et des protestations armées, la confiscation d'armes et l'appréhension immédiate de quiconque enfreindrait ce cessez-le-feu.» [1]

EN ARABE

Hatem Abd El-Qader a déclaré au quotidien **Al-Qods**

Al-Arabi, édité à Londres, que «Les [chefs du Fatah] ont demandé à Washington et à Israël de renoncer à l'illusion du démantèlement des organisations palestiniennes armées.» Il a également expliqué que ce que la délégation pouvait offrir de mieux était «une *hudna* mutuelle et simultanée pour mettre fin à l'agression israélienne, avec des garanties et une surveillance américaines.» [2]

Qaddoura Fares membre du Conseil législatif palestinien

EN ANGLAIS

Qaddoura Fares explique que «dans le pire des scénarios, où le Hamas rejeterait ouvertement un accord de paix signé et approuvé par l'Autorité palestinienne, l'Autorité remplirait son rôle de représentant légitime du peuple palestinien en prenant les mesures nécessaires à l'application de cet accord.» [1]

EN ARABE

Toutefois, dans une interview diffusée sur **Al-Jazira**, **Qaddoura Fares** affirme: «Nous avons expliqué que démanteler les organisations palestiniennes est une idée sans fondement et qu'il est impossible de trouver des Palestiniens prêts à coopérer en ce sens.» [4]

Ahmed Ghuneim, membre du Haut comité du Fatah en Cisjordanie et du Haut conseil révolutionnaire

EN ANGLAIS

Selon **Ahmed Ghuneim** cette nouvelle proposition de cessez-le-feu implique «des mesures sérieuses de l'Autorité palestinienne pour combattre tout groupe contrevenant au cessez-le feu, fermer les usines de missiles, mettre fin aux protestations armées, fermer les tunnels et faire cesser la contrebande d'armes.»

Il ajoute que ce cessez-le-feu implique aussi des «élections locales, avec la participation de groupes militants, pour accroître la représentation, [encourager] la réforme et l'unité nationale de la société palestinienne. Inclure les groupes armés au processus politique leur

procure une alternative constructive à la violence.» [1]

EN ARABE

Ahmed Ghuneim confie au quotidien palestinien **Al-Qods**: «Nous avons insisté auprès des Américains sur le fait que les différentes organisations palestiniennes, Hamas et Djihad islamique compris, font partie du tissu social palestinien et que cette nation [palestinienne] n'acceptera pas la guerre civile (...) L'idée d'un démantèlement [des organisations armées] est une idée fautive, irréaliste, creuse et inacceptable pour le peuple palestinien.» [7]

Précédentes déclarations de Hatem Abd El-Qader

Dans un entretien du quotidien palestinien **Al-Qods**, **Hatem Abd El-Qader**, dit: «L'OLP ne voit aucune alternative à l'affrontement. Ceci ne contredit pas l'[éventualité] de négociations politiques que l'Autorité palestinienne mènerait sans démentir les principes nationaux (...)

Question: « Cela signifie-t-il que vous refusez les opérations suicide? »

Al-Qader : « Nous ne nous opposons pas aux opérations suicides, mais ces actions doivent être exécutées de manière à correspondre aux objectifs. Ces opérations ne devraient pas obligatoirement prendre pour cible les civils israéliens. Il existe d'autres objectifs vers lesquels nous pourrions peut-être tendre. Nous voulons bien sûr nous débarrasser de l'occupation (...)

(Suite page 12)

(Suite de la page 11)

En ce qui concerne les factions militaires, il existe certains groupes auxquels nous ne renoncerons jamais parce qu'ils sont notre arme. Ils sont les dents et les ongles du mouvement national islamique qui a pour but de résister à l'occupation. Or comment pourrions-nous nous défaire de nos dents et de nos ongles? Toutes les tentatives et toutes les pressions exercées pour mettre fin à l'existence de ces groupes [armés] vont droit à l'échec parce que ces groupes contribuent à protéger notre peuple (...)

Si nous choisissons la voie de l'Intifada et de l'affrontement, nous devons continuer de nous sacrifier et d'essuyer des pertes (...) [2]

Sur le forum www.islamonline.net, Al-Qader affirme: «Le but [de la *hudna*] n'est pas de nous faire poser les armes, mais de nous encourager à unir nos forces [pour continuer] notre combat. Il n'est pas dommageable; il est 'les repos du guerrier'.»

Le 19 juin 2003, *Al-Qods* publiait une déclaration contre les attentats suicide, signée notamment par **Sa-ri Nusseibeh** et **Hanan Ashrawi**. Al-Qader a, pour sa part, refusé de signer cette déclaration.

Le prétendu Holocauste (...)

Al-Qader a nié le «prétendu Holocauste». Au cours d'un débat sur l'introduction éventuelle de l'Holocauste au programme palestinien, Al-Qader a confié à l'**hebdomadaire *Al-Istiqlal*, affilié au Djihad islamique**, que l'enseignement de l'Holocauste dans les écoles palestiniennes «représenterait un grand danger pour le développement de la mentalité palestinienne (...) Quant au prétendu Holocauste, il a déjà été relégué au musée de l'histoire. (...)

Cette terre nous a été promise par Allah, et non par **Balfour** comme dans le cas des Juifs. Si une telle décision [d'enseigner l'Holocauste] est prise, elle détruira sans aucun doute le rêve palestinien et les aspirations palestiniennes. [3]

Précédentes déclarations de Qaddoura Fares

Dans une interview d'*Al-Hayat* consécutive aux «Accords de Genève», Fares a assuré que la majorité des Palestiniens, lui-même inclus, rejetaient le «**Document Nusseibeh-Ayalon**» car ce dernier reconnaît Israël comme Etat juif, ignorant les Palestiniens [vivant en Israël], qui dépassent le million.» [5] En une autre occasion, Fares a affirmé qu'«il n'existe pas de contradiction entre les négociations et la lutte. Ce sont deux moyens de se débarrasser de l'occupation, d'établir un Etat palestinien indépendant avec Jérusalem pour capitale et d'assurer le retour des réfugiés (...) Le processus de paix n'abolit pas le droit du peuple palestinien à combattre pour réaliser ses objec-

tifs quand les négociations n'ont pas abouti aux résultats escomptés par les Palestiniens.» [6]

Dans un entretien du quotidien palestinien *Al-Qods*, **Hatem Abd El-Qader, membre du Conseil législatif palestinien**, dit: «L'OLP ne voit aucune alternative à l'affrontement. Ceci ne contredit pas l'[éventualité] de négociations politiques que l'Autorité palestinienne mènerait sans démentir les principes nationaux (...) Il est vrai qu'il existe des différences d'opinion au sein du Fatah (...) mais la grande majorité est favorable à la lutte par l'Intifada pour réhabiliter les droits et [estime] qu'il n'est pas possible d'atteindre les objectifs nationaux sans elle (...)»

Notes:

[1] Le rapport spécial de l'Institut de Washington sur le processus de paix israélo-arabe # 435, 6 novembre 2003

[2] *Al-Qods* (Autorité palestinienne), le 15 mai 2003
[3] *Al-Istiqlal* (Autorité palestinienne), le 20 avril 2000
[4] *Al-Jazira* (Qatar), le 21 octobre 2003
[5] *Al-Hayat* (Londres), le 14 octobre

2003
[6] *Al-Qabas* (Koweït), le 30 octobre 2003
[7] *Al-Qods*, le 28 octobre 2003

Memri - Dépêches spéciales No. 608 16 Novembre 2003

LA RELÈVE DES « ANCIENS » DE L'O.L.P. N'EST PAS PRÊTE À UN COMPROMIS

Que peut-on retenir de ce document:

- 1) La jeune garde maîtrise parfaitement le discours d'inspiration pacifique qu'il faut tenir à l'opinion occidentale. Elle maîtrise tout aussi bien un discours de poursuite des hostilités à l'opinion arabe et aux masses palestiniennes;
- 2) Ces dirigeants sont à l'évidence bien déterminés à ne pas exécuter le premier paragraphe de la « Feuille de route » qui impose à la partie palestinienne de démanteler les structures terroristes et de collecter les armes possédées illégalement;

- 3) D'une façon ou d'une autre, tous insistent sur l'appartenance des « organisations terroristes » à la résistance palestinienne. On ne peut pas distinguer aisément, comme le fait la presse occidentale, les extrémistes des modérés. Les uns et les autres ont l'intime conviction de faire partie d'une même famille, d'un même camp, même si ils ont des divergences;
- 4) Les précédentes déclarations de Abd El-Qader et Qaddoura Fares sont significatives de la guerre palestinienne;
 - les attentats suicides ne sont pas condamnés, même si leur usage doit être mieux ciblé;

- L'affrontement armé doit continuer sans renoncer à des négociations politiques, deux moyens de lutte simultanés;
- La *hudna* (la trêve) est le repos du guerrier et ne conduit pas à « poser les armes »;
- Les droits des israéliens sur la terre sont inférieurs aux droits des palestiniens donnés par Allah. Un pouvoir juif est donc impossible;
- La transaction un état palestinien contre la prescription du « droit au retour » n'est pas imaginable.

UNE BARRIÈRE CONTRE LA GUERRE

PRÉSENTATION ISRAËLIENNE DE LA BARRIÈRE DE SÉCURITÉ

La décision de construire une barrière de sécurité fait partie de la lutte contre le terrorisme. Il s'agit là d'un moyen passif supplémentaire pour empêcher les terroristes palestiniens d'atteindre les civils israéliens. Il n'est question ni de frontière, ni de barrière définitive.

LE SEGMENT MURAL

- Le long de la barrière de sécurité il existe un mur de béton, mais il ne mesure que **7 kilomètres sur les 170 ! et il est construit sur le territoire israélien !**

Ce mur est édifié sur 3 tronçons. Le premier tronçon longe la ville de *Kalkyia* mais ne l'entoure pas. En effet il suit principalement le tracé de la nouvelle autoroute nationale numéro 6. Le deuxième tronçon passe près de *Tulkarem* et le dernier borde un village israélien : *Bat Hefer*.

- Ce type de mur existe sur les autoroutes européennes en tant que mur anti-bruit. Il a été bâti bien avant l'édification de la barrière de sécurité, à la demande de la compagnie internationale (non-israélienne) chargée de la construction et du fonctionnement de l'Autoroute n° 6. Cependant, des tireurs palestiniens ont visé régulièrement les employés de cette compagnie internationale. C'est alors que, **malheureusement, ce mur acoustique est devenu un mur balistique.**

L'ESSENTIEL DE LA BARRIÈRE

- Les 163 kilomètres restants sont constitués d'une **barrière électronique**. Comme celle qui existe depuis de nombreuses années autour de la Bande de Gaza, avec le Liban, la Syrie et la Jordanie. Ces barrières n'ont jamais empêché la signature de paix entre Israël et ses voisins. De plus, elles peuvent se faire déplacer facilement et leur tracé a connu des changements lors des accords de paix .
- La partie Nord de la barrière dispose de **41 portes de passage** pour les agriculteurs palestiniens ayant des champs de l'autre côté de la barrière ainsi que pour les élèves se rendant à l'école. La traversée des portes est assurée en coordination avec l'armée israélienne et en accord avec les besoins des civils palestiniens.

A L'EXTERIEUR DE LA BARRIÈRE

- Il ne s'agit pas d'une annexion de territoires palestiniens. Sur les 170 kilomètres déjà construits, seulement **1.6%** du territoire disputé a été entamé. En cas de volonté d'annexion il serait ridicule de clamer une annexion sur 1.6% du territoire. De plus, Israël s'est en-

gagé à payer un fermage pour chaque mètre carré au-delà de la barrière.

- La majeure partie de la terre entamée est une terre non cultivée et qui n'appartient pas à des propriétaires privés.

- A l'ouest de la barrière, il restera alors moins de 5.000 Palestiniens. Ils recevront d'office tous les papiers nécessaires pour passer d'un côté à l'autre

A L'INTERIEUR DE LA BARRIÈRE

- Le Gouvernement israélien a pris la décision **de ne pas construire une barrière à l'Est des territoires disputés**. Cela va laisser sans doute plus de 90% des territoires sous contrôle palestinien.

- Grâce à cette barrière, les « check points » et les barages entre les villages palestiniens ne seront plus nécessaires ce qui allégera considérablement la vie quotidienne des Palestiniens.

- Trois grands points de passage pour les véhicules (les poids lourds etc.) existeront à *Tulkarem*, *Jénine* et *Kalkyia* comme celui qui existe déjà à *Carni* dans la Bande de Gaza. Ceci permettra de reprendre les activités d'échange commercial entre Israéliens et Palestiniens.

- Depuis l'édification de la barrière le nombre de Palestiniens autorisés à travailler en Israël a triplé.

INDEMNITES

- Israël a ouvert un fond d'indemnités de la somme de 250 millions de shekels soit **50 millions d'euros**. Ce qui correspond à **5 ans de revenu pour les Palestiniens** affectés par la construction de cette barrière. Cette somme est renouvelable tous les 5 ans.

- Durant la construction de la barrière 63.000 oliviers ont été déplacés. Le lieu de leur réimplantation finale est déterminé par leurs propriétaires palestiniens.

- **Aucun village n'est privé de sa source d'eau**. Chaque villageois peut continuer à travailler comme auparavant.

- La plupart des Palestiniens ayant droit aux indemnités ne les utilisent pas, à cause des ordres politiques reçus de l'Autorité Palestinienne.

9 octobre 2003

**Communiqué de presse de M. Nissim Zvili,
Ambassadeur d'Israël en France**

LA BARRIÈRE QUI CHANGE LA DONNE

Ce n'est pas de gaîté de cœur qu'Israël a entrepris la construction d'une séparation physique avec les Palestiniens des Territoires. Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre qu'en édifiant la barrière de sécurité, Israël accepte de renoncer à des projets qu'il avait à cœur.

D'abord, cette construction le contraint à prendre acte de

l'échec de son rêve d'intégration harmonieuse au Proche Orient. Si la sécurité d'Israël est à ce prix, c'est que l'environnement ne l'accepte toujours pas. Second échec, plus psychologique : voilà des Juifs obligés d'édifier eux-mêmes les limites d'un ghetto oriental. Il ne faut pas perdre de vue que le conflit se déroule dans des aires géographiques mi-

(Suite page 14)

(Suite de la page 13)

nuscules, qu'Israël fait 20 772 km², et les Territoires, environ 6 500 km². Autre inconvénient: même si des modalités de franchissement sont prévues, les échanges avec « l'autre côté » ne seront que marginaux.

Il ne s'agit pas tant des flux de main d'œuvre ou des marchés qui se tariront, mais de la perte d'une dynamique, de

A la suite des confrontations israélo arabes depuis 1948, les états-majors arabes et palestiniens ont admis que leurs buts de guerre ne pouvaient passer par une confrontation directe avec Tsahal.

projets régionaux nouveaux au bénéfice commun des uns et des autres. Israël devra chercher plus loin, ses partenaires, ses marchés, ses ressorts. Enfin, la barrière coûte cher. En moyens de financement, en soustraction des garanties de prêt américaines, et ultérieurement en dispositifs de garde statique.

Certains avancent même un dernier coût, un coût stratégique. L'édification de la barrière signifie qu'Israël a renoncé, toutes tendances politiques confondues, à des rêves possibles d'expansion territoriale et même à un contrôle transitoire des territoires « disputés », qu'il est donc en position défensive. Aveu de faiblesse susceptible d'être immédiatement traduit en espoirs nouveaux pour les partisans de sa destruction.

Il ne faut jamais perdre de vue qu'Israël n'est pas face à un adversaire qui recherche le meilleur compromis, mais aux prises avec des fanatiques. Ces derniers croient avoir le temps et la démographie pour eux et se moquent bien des désastres occasionnés par la guerre à la population. Tout signe pouvant être interprété comme de la faiblesse réveille le désir d'en découdre. L'épisode de l'évacuation du Liban en Mai 2000, un des motifs de l'arrogance palestinienne au moment de la négociation de Camp David II, est à cet égard plein de signification.

Si donc Israël, après beaucoup d'hésitations, s'est résolu, dans un consensus national exceptionnel, à construire une barrière, c'est qu'il en attend des bénéfices considérables.

La clôture va retirer à la constellation des groupes qui alimentent la guerre, sa dernière arme du « champ de bataille ». A la suite des confrontations israélo arabes depuis 1948, les états-majors arabes et palestiniens ont admis que leurs buts de guerre ne pouvaient passer par une confrontation directe avec Tsahal. Ils ont alors dressé la liste des moyens tactiques qui restaient à leur disposition. Il leur en restait deux : frapper la population d'Israël, directement par le terrorisme en contournant Tsahal, et indirectement, en créant une situation économique intenable.

C'est justement cette donne que la barrière de sécurité va bouleverser. Tout porte à penser que la barrière va réellement faire avorter une fraction très importante des tentatives d'attentats suicides. La barrière qui entoure Gaza, de facture semblable, n'a laissé passer aucun poseur de bombes depuis trois ans. Le 4 décembre dernier, deux terroristes du Djihad Islamique s'apprêtaient à commettre un méga attentat contre l'école "ORT" de Yokneam, dans le nord d'Israël. Les terroristes, partis de Jenine, se sont alors heurtés à la barrière de sécurité et ont du faire un détour vers l'est, jusqu'au village de Bardala (vallée du Jourdain en Cisjordanie) où la barrière n'existe pas encore. Ce détour a donné aux forces de sécurité israéliennes le délai nécessaire pour les localiser et les appréhender.

Les Israéliens ont tout à fait raison de parler de « barrière d'Arafat ». Arafat a, contrairement à ce qu'on avance dans la presse occidentale, tous les moyens militaires et de renseignement pour éradiquer les groupes terroristes. Le rap-

port des forces militaires entre lui et eux (au moins 55 000 hommes en armes contre moins de 5 000) est supérieur de 1 à 10. Si Arafat avait la volonté de combattre le terrorisme – mais c'est une contradiction *in adjecto* – la barrière n'aurait plus aucun sens pour Israël, seulement des inconvénients.

Privés de la possibilité de commettre des attentats, les groupes palestiniens, qui ont choisi une posture militaire offensive, auront beaucoup de mal à faire état de leur influence sur le cours des événements et à entretenir la geste macabre qui justifie leur existence et leur prestige auprès de la population.

Par ailleurs, avec une augmentation tangible du niveau de sécurité, le tourisme va reprendre ses droits au moment où la crise mondiale de la high tech semble en voie de résorption. On peut raisonnablement en attendre un retour à la prospérité, une réduction du chômage et des budgets publics rétablis.

La conjugaison de ces tendances, la reprise de l'économie et le retour à niveau normal de sécurité, va priver le terrorisme palestinien de ses cartes maîtresses.

C'est pour cela que tout ce que le monde compte de partisans de la guerre palestinienne est aujourd'hui plongé dans un grand émoi. C'est pour cela que les Arabes et les Palestiniens mènent une furieuse campagne diplomatique, franchissant une ligne rouge avec la demande d'intervention de la Cour Européenne de Justice. Cette menace de judiciarisation des relations internationales est un cauchemar pour les Etats, surtout pour les grandes puissances.

Le principal reproche fait à Israël dans cette affaire, c'est le tracé de la clôture. Il ne suit pas la Ligne Verte mais s'enfonce ci et là dans les territoires. (Un rapport de l'ONU estime à 14% la fraction de la Cisjordanie qui se trouve entre la Ligne Verte et la clôture). Colin Powell a usé d'une

Israël n'est pas dans des relations de voisinage, mais dans des relations militaires avec un voisin qui attaque de façon meurtrière sa population civile.

formule dialectique en protestant « que lorsqu'on bâtit une clôture autour de sa maison, on ne l'installe pas chez ses voisins ». Remarque d'un bon sens inattaquable, mais très creuse en l'espèce.

Israël n'est pas dans des relations de voisinage, mais dans des relations militaires avec un voisin qui attaque de façon meurtrière sa population civile. L'abc de l'art militaire c'est mettre en place non pas une défense statique mais une défense de l'avant, tenir le bras de l'adversaire bien avant qu'il ne frappe.

Ensuite, Israël est une étroite bande de terre dont les concentrations démographiques et économiques ainsi que l'espace aérien sont à quelques kilomètres de la Ligne Verte, à portée des missiles les plus basiques. Les résolutions 242 et 338 de l'ONU avaient prôné pour Israël des frontières sûres et reconnues, ouvrant un droit à des limites d'Etat différentes de la Ligne Verte, qui n'est rappelés-le qu'une ligne de cessez-le-feu.

Que les Palestiniens, initiateurs d'une guerre qu'ils sont en train de perdre, voient rétrécir leur champ de souveraineté ne peut surprendre le plus débutant des stratèges. **La complexité des intérêts nationaux américains ne justifie pas d'imposer à Israël des concessions sur sa sécurité, c'est à dire un droit limité de se défendre et un impôt de sang.** Sur ce point il semble bien que le consensus national israélien sera intransigeant.

Jean-Pierre Bensimon

L'ISLAMISME ET LA FEMME

L'inégalité entre l'homme et la femme, juridiquement fondée sur le Coran, est l'une des bases de la culture islamique. La femme n'est pas gâtée par l'Islam. Elle est tenue de baisser les yeux, d'obéir aux demandes de son époux, pour qui il est licite de la frapper dans certaines circonstances, selon la sourate 4 verset 38. Son témoignage ne compte que pour moitié et son mari peut mettre un terme au mariage en la déclarant répudiée trois fois.

L'Égypte donne une image significative de la femme moderne en pays d'Islam. **Lina Mahmoud** a étudié pour **Al-Ahram Weekly** de Mai 2003, les scènes de violence contre les femmes diffusées à la télévision égyptienne. Son travail porte sur 18 pièces de théâtre filmé diffusées en 2002 pendant le Ramadan. Le constat illustre le peu d'estime que la société égyptienne porte à la femme.

Le rapport se penche sur les réactions des spectateurs face à cette violence. Tout aussi dérangeant que les scènes de violence contre les

femmes: le fait que les spectateurs n'en soient nullement offensés. Dans de nombreux cas, ils y ont réagi par de l'indifférence, voire par un sentiment d'approbation, ressentant ce type d'agression comme banal et justifiable.

«Les coups sont la principale forme de violence physique contre les femmes dans les scènes visionnées, représentant 42% des agressions physiques. Les autres formes de violence incluent le meurtre (13.1%) et différentes formes d'abus sexuels. Le harcèlement verbal et sexuel est récurrent, tandis que le refus d'honorer le devoir conjugal est représenté comme une façon de punir les épouses.

Le rapport note que 41.9% des 'héroïnes' résistent activement tandis que 31.1% des femmes acceptent les mauvais traitements. La résistance féminine est en général verbale. Un personnage de femme a toutefois réagi en se tuant tandis qu'un autre s'est retrouvé atteint de

paralysie physique. En outre, 67.3% des hommes ayant fait montre de violence à l'égard des femmes ne manifestent aucun sentiment de remord, tandis que 30% se sentent coupables et honteux.»

«La plupart des femmes dans ces programmes ont des rôles négatifs. Les quelques femmes montrées sous un jour favorable sont des femmes naïves et inoffensives, des amantes, des mères.

«Une fois le rapport terminé, un documentaire a été tourné: des personnes y sont interrogées sur leurs réactions face à la violence des scènes télévisées. 'Les femmes méritent d'être battues', répond un spectateur. 'Un mari doit battre sa femme si elle agit mal', dit un autre. Une femme a regretté que 'les hommes soient si cruels envers les femmes. Ils devraient se montrer cléments'. Un jeune homme remarque que battre sa femme la rend 'plus entêtée'.

D'après MEMRI 13 Juin 2003

CONTROVERSE EN ÉGYPTES SUR LES BIENFAITS DE L'EXCISION

Une conférence qui s'est tenue du 21 au 23 juin 2003 au Caire avec la participation de délégués de 28 pays arabes et africains, où la pratique est très répandue. La conférence portait sur le rôle de la législation dans le combat contre la

pratique de l'excision. De nombreuses interventions ont condamné très sévèrement l'excision, surtout les juristes et les médecins. L'establishment religieux, dont on connaît le rôle éminent dans l'Islam sunnite s'est gardé de se prononcer, ren-

voyant la responsabilité de la décision sur les médecins. Mais il ne l'a pas condamné. Par contre les islamistes se sont déclarés en faveur de l'excision.

LES ISLAMISTES SONT ADEPTES DE L'EXCISION

L'excision est le mérite des filles

L'existence de fondements religieux légitimant, ou non, l'excision, est systématiquement au centre du débat. La plupart des adeptes de cette pratique appuient leurs arguments sur la base de deux traditions islamiques. L'une se fonde sur des paroles attribuées au prophète Mahomet selon lesquelles l'excision « est le mérite des filles » et l'autre sur les paroles que le Prophète aurait adressées au « circonciseur » Umm Atiyya : « Circoncisez les filles, mais faites-le sans exagération car [cette façon d'exciser] a la prédilection du mari et rend radieux le visage [de la femme]. » (1)

Des médecins aux opinions islamistes se déclarent également favorables à l'excision sur la base de ce commentaire religieux. Plusieurs de ces opinions ont été citées par le journaliste Abd El-Rahman Abou Auf dans un article de l'hebdomadaire égyptien islamiste Al-Haqiqa. (2)

A titre d'exemple, Dr Munir Mohammed Fawzy, spécialiste en gynécologie et en obstétrique à l'École de médecine de l'université Ein Shams, cite des enseignements oraux pour défendre cette pratique : « Le prophète [Mahomet] a ordonné l'excision aux femmes, utilisant l'expression : 'Circoncisez les filles'. » Il assure que cette injonction implique une claire acceptation de l'excision dans des cir-

constances précises.

Le Dr Ahmed Suleiman, de l'université du Caire : « L'excision est source de pudeur, d'honneur et d'équilibre psychologique. »

Des opinions similaires sont émises par des spécialistes de la loi islamique, comme le Dr Mohammed Abou Leila, conférencier en recherche islamique à l'université Al-Azhar, et le Dr Ahmed Youssuf Suleiman, conférencier en droit islamique à l'université du Caire.

(...). [Le Prophète] a défini quelques conditions humaines et scientifiques à son application afin que nous ne heurtions pas l'humanité de la femme et que le mari ne soit pas épuisé après les rapports sexuels avec sa femme. » (3)

Selon Dr Suleiman, le fait que cette tradition soit respectée par les musulmans depuis des milliers d'années dément les affirmations qui veulent qu'elle nuise au bon déroulement de la vie sexuelle. Il se montre surpris d'entendre que l'excision peut provoquer la frigidity chez la femme, avançant que depuis de nombreuses générations, les musulmans pratiquent l'excision tout en ayant une vie conjugale épanouie. En outre, précise-t-il, « l'excision engendre pudeur, honneur et équilibre psychologique. » (4)

(Suite page 16)

(Suite de la page 15)

L'excision prévient le SIDA et la prostitution

Des intellectuels favorables à l'excision affirment que l'abandon de cette pratique contribuerait à la propagation de « phénomènes occidentaux » tels que le SIDA et la prostitution. Certains intellectuels accusent l'Occident de vouloir empêcher l'excision dans le but caché de répandre ses valeurs immorales dans le monde musulman.

El-Rahman ajoute que la campagne contre cette coutume consiste à céder de façon répugnante aux pressions américaines, au nom du prétendu « nouveau discours religieux. » (5)

Les efforts déployés pour empêcher l'excision sont un complot occidental

Dr Mohammed Abou Leila s'est élevé aussi bien contre la campagne gouvernemental que contre l'Occident qui, en s'opposant à la circoncision et à l'excision, cherche selon lui à propager le SIDA : « L'interdiction de l'excision prépare le terrain à l'interdiction de la circoncision. L'Occident

Notes

[1] Voici une autre version de cette tradition: "...N'exagérez pas [en effectuant l'excision] car [une excision modérée] est appréciée de la femme et aimée du mari (...) Laissez une légère saillie en ne tranchant pas intégralement. Cela rendra son visage plus radieux et sera

plus agréable au mari.» <http://hadith.al-islam.com/Display/Display.asp?Doc=14&ID=23086>

[2] *Al-Haqiqa* (Egypte), le 7 juin 2003.

[3] *Al-Haqiqa* (Egypte), le 7 juin 2003.

[4] Le Dr Suleiman prétend que s'abstenir d'exciser revient à encourager la prostitution, *Al-Haqiqa* (Egypte), le 7 juin

2003.

[5] *Al-Haqiqa* (Egypte), le 7 juin 2003.

[6] *Al-Haqiqa* (Egypte), le 7 juin 2003.

[7] Cité dans M.S. Al-Shinawi, *L'excision: entre loi religieuse et médecine*, Al-Haram: Dar Al-Qalam Lil-Turath, pp. 54-55

n'admet aucune forme de circoncision, ni celle des filles, ni celle des garçons ; (...) [une telle situation] conduit à la propagation du SIDA. » (6)

L'excision empêche le plaisir sexuel non naturel

Un expert en chirurgie de l'université Al-Azhar, Dr Mohammed Rifat Al-Bawwab, fournit un exemple, précisant que les femmes peuvent procéder à leur hygiène intime plus facilement en l'absence d'une partie de leurs organes génitaux. En outre, souligne-t-il, le clitoris est plus saillant que les autres organes génitaux féminins, et « le fait qu'il soit saillant provoque des frottements contre les tissus notamment, ce qui détourne l'attention de l'adolescente vers des plaisirs non naturels qui pourraient développer chez elle une dépendance anormale et néfaste (...) Il ne reste plus qu'à avoir des rapports sexuels anormaux, où le clitoris est volontairement sollicité, vu que la femme s'est habituée à cela [ce qui est cause de dégénérescence morale]. (7)

B. Chernitsky chargée de recherche pour MEMRI—12 Novembre 2003

(Suite de la page 20)

OUBLIER GENÈVE

cord qui lui octroie encore plus de concessions que Camp David ou Tabba. Il n'a pris aucune mesure (bien qu'il dispose de 55 000 hommes en armes) contre ceux qui ont tiré sur la villa de Rabbo ou organisé des manifestations monstres dans les villes palestiniennes. Il a déclaré le 29 septembre, en Arabe, que le peuple palestinien mène fièrement sa guerre de libération. (Discours pour le 33e anniversaire de la mort de Nasser).

Visiblement, Arafat est sur une logique de poursuite de la confrontation. Son parti, le Fatah vient de publier

un document rappelant fermement que l'orientation stratégique de l'OLP ne consistait pas à bâtir un État palestinien sur une fraction de la Palestine, mais à se conformer à la théorie des étapes. Cette théorie veut qu'une autorité palestinienne s'établisse sur une fraction quelconque de la Palestine, pour mener à partir de cette aire géographique, une guerre jusqu'à la disparition du pouvoir Juif.

L'accord de Genève n'est donc qu'un manœuvre politique d'Arafat, et de l'Europe, à laquelle des Israéliens cyniques ou naïfs, ont collaboré. Il entretient l'illusion que la paix est possible, même si l'OLP ne renonce pas à ses buts de guerre. Ce faisant il fait

peser une pression politique sur ceux qui ont en charge la défense d'Israël et il exonère les fauteurs de guerre. Bernard Henri Levy, Alain Finkielkraut et d'autres, sont tombés la tête la première dans le panneau.

L'arrogance des Palestiniens participant à la cérémonie de Genève, qui a décollé les yeux des anciens militaires israéliens associés de bonne foi de cette initiative, n'a pas semble-t-il pas suffi à les éclairer. Ils auront d'autres occasions de connaître la réalité du jeu des ennemis d'Israël, sauf si, esclaves des oppositions droite-gauche qui ont si peu de sens aujourd'hui, ils désirent s'en affranchir.

J-P B.

Observatoire du monde juif

78 avenue des Champs Élysées 75008 Paris

SOMMAIRE DU BULLETIN N°8 NOVEMBRE 2003 Prix : 10 €

L'ambiguïté de l'antisionisme Shmuel Trigano.....1

TRIBUNAUX : LE RISQUE DE LA BANALISATION

Les territoires perdus de la justice française.

Gilles-William Goldnadel, Aude Weill-Raynal

2

UNIVERSITÉS : L'ANTISIONISME PROGRESSISTE

Les syndicats étudiants

Georges-Elia Sarfati

8

Démocratie en crise sur le campus de Nanterre

David Ben Ichai

16

LES SYNDICATS ENSEIGNANTS

La marche au boycott universitaire :

réseaux et sémantique des syndicats d'enseignants

Maryse Siksou

21

Le boycott universitaire d'Israël : perspectives mondiales

Manfred Gerstenfeld.

30

DE L'ANTISIONISME À L'ANTISÉMITISME

La confusion des genres

Shmuel Trigano

34

L'antisionisme : un délit

Georges-Elia Sarfati

35

L'ISLAMISME CIBLE ENSEMBLE LES JUIFS ET LES CHRÉTIENS

Fatwa rapportée par le site assabyle.com

<http://www.assabyle.com/index.php?id=510>

Réponse donnée par le **Cheikh Mouhammad Saleh Ibnoul Outhaymine**, extrait d'*Fatawa-l-Islamiya* 1/87. Traduit par Assabyle.com

Question

Un des prédicateurs d'une des mosquées d'Europe a déclaré qu'il n'est pas permis de considérer les juifs et les chrétiens comme des mécréants. (...) nous vous demandons d'apporter à cette question une réponse complète et claire.

Réponse

Je dis: Ce qu'a dit cet homme induit en erreur son auditoire. En fait, on peut considérer ceci comme un kufur (blasphème) car Allah a déclaré que les juifs et les chrétiens sont des incrédules (koufar) dans Son Livre. Allah a en effet indiqué:

Les Juifs disent: «Uzayr est fils d'Allah» et les Chrétiens disent: «Le Christ est fils d'Allah». Telle est leur parole provenant de leurs bouches. Ils imitent le dire des mécréants avant eux. Qu'Allah les anéantisse! Comment s'écartent-ils (de la vérité)? Ils ont pris leurs rabbins et leurs moines, ainsi que le Christ fils de Marie, comme Seigneurs en dehors d'Allah, alors qu'on ne leur a commandé que d'adorer un Dieu unique. Pas de divinité à part Lui! Gloire à Lui! Il est au-dessus de ce qu'ils [Lui] associent [Sourate at-Taubah 9:30-31]
Ceci montre qu'ils sont des polythéistes qui donnent des associés à Allah. Dans d'autres versets, Allah a indiqué

clairement qu'ils sont des incrédules:

Certes sont mécréants ceux qui disent: «Allah, c'est le Messie, fils de Marie!» [Sourate al-Maidah 5:17 et 72]

et **Ce sont certes des mécréants, ceux qui disent: «En vérité, Allah est le troisième de trois.»** [Sourate al-Maidah 5:73]

ou encore: **Ceux des Enfants d'Israël qui n'avaient pas cru ont été maudits par la bouche de David et de Jésus fils de Marie** [Sourate al-Maidah 5:78]

et: **Les infidèles parmi les gens du Livre, ainsi que les Associateurs iront au feu de l'Enfer, pour y demeurer éternellement** [Sourate al-Bayyinah 98:6]

Beaucoup de versets et hadiths expriment la même signification. Celui qui rejette l'idée que les juifs et les chrétiens qui ne croient pas à Mohammed et le nient sont des mécréants, en fait, nie lui-même ce qu'Allah a révélé. Nier ce qu'Allah a révélé est une mécréance. Quiconque a quelque doute que ce soit concernant le fait qu'ils soient des incrédules, est donc lui-même également un incrédule. (...)

Les juifs ont été décrits comme ceux qui ont mérité la colère d'Allah. C'est parce qu'ils ont su la vérité et ont choisi d'aller à son encontre. Les chrétiens ont été décrits comme ceux qui se sont égarés. C'est parce qu'ils ont cherché la vérité mais se sont trompés. Maintenant, tous savent la vérité et le reconnaissent. Cependant, ils vont à son encontre. Par conséquent, ils méritent tous d'avoir la colère d'Allah sur eux. (...)

Sondage

La fin de l'Etat Sionniste ?

a) Dans moins de 20 ans

b) Dans plus de 20 ans

c) Pas avant le Mahdi

[Voir résultats](#)

Version 2.02

Les propos rigoristes du Cheick Mouhammad Saleh Ibnoul Outhaymine, qui servent de manuels d'apprentissage aux musulmans européens, sont parfaitement conformes à une lecture des textes la plus obscurantiste possible. Anne-Marie Delcambre cite dans son excellent ouvrage, « l'Islam des interdits », Laurent Lagartempe, pour qui les versets concernant les Juifs sont comme « un volcan de ressentiment, de colère et de vindicte ». Cette colère s'explique car « l'organisation du culte musulman se fera principalement en regardant les Juifs dans un premier temps... et ensuite, en dépossédant ces Juifs de leur héritage religieux et en se l'appropriant. » p. 59 On ne sera pas étonné de voir ci-contre les sondages libres que le site propose à ses visiteurs. Il s'agit d'estimer la durée de vie de l' « Etat Sionniste », promis de toute façon

à la destruction.

Les chrétiens ne sont, somme toute, pas mieux traités que les Juifs. « L'Islam vomit les chrétiens trinitaires » nous dit Anne-Marie Delcambre, « les catholiques, donc, considérés comme polythéistes, des trithéistes. » p. 57 De même le symbole de la croix est « un symbole honni qui hérissé le pieux musulman ». Le Christ qui rachète les péchés de l'humanité est « perçu par les musulmans comme de la pure folie, une exagération délirante » p. 59

Si le site assabyle.com développé dans un pays de l'aire chrétienne se permet de tels diatribes à l'encontre de la culture de ses hôtes, on imagine le destin des derniers chrétiens qui vivent encore sous la férule des régimes qui inscrivent le Coran et la Charia au premier article de leur constitution.

Sondage

La fin de l'Etat Sionniste ?

a) Dans moins de 20 ans | 459

b) Dans plus de 20 ans | 206

c) Pas avant le Mahdi | 980

Votes Total: 1645

Version 2.02

L'ISLAM INTELLIGENT EXISTE AUSSI

«UN COMPLEXE QUI ATTEND D'ÊTRE RÉSOLU» de BASSAM DARWISH, directeur du site arabe libéral <http://www.annaqed.com> 2 novembre 2003

Le discours de Mahathir encourage l'ignorance parmi les musulmans

« Bien que relativement petite de taille, la communauté juive est devenue une force, et nous [musulmans] ne pouvons la combattre par la seule force, [mais devons aussi le faire] par notre intelligence (...) Nous avons aujourd'hui besoin de canons, de missiles, de bombes, d'avions de combat, de tanks et de destroyers pour nous protéger (...)

Voici quelques-unes des paroles contenues dans le discours de [l'ancien] Premier ministre malais Mahathir Mohamad, prononcé à l'ouverture de la Conférence des pays islamiques, où il a demandé aux musulmans d'«utiliser leur intelligence» et de «recourir à la science et à l'éducation» pour mener la guerre contre les Juifs, dont il a dit qu'ils «gouvernent le monde». Les dirigeants des pays musulmans présents à la conférence se sont tous levés pour l'applaudir.

(...) Quand un dirigeant musulman (...) encourage les musulmans à adopter la science dans le seul but de devenir meilleurs et plus forts que les Juifs, les chrétiens, les bouddhistes et les autres, et d'anéantir les Juifs, il ne pousse pas les musulmans à se raccrocher à la science, mais bien à l'ignorance, dans un bon inconsideré en arrière (...)

Quand Louis Pasteur passait ses jours et ses nuits à chercher un remède contre la rage, il le faisait pour l'Homme, tous les hommes, et non pour prouver qu'il valait mieux que les Juifs ou les musulmans. Et cela est vrai de tous les chercheurs occidentaux, qu'ils soient chrétiens ou juifs, et il ne fait aucun doute que cela est également vrai de tous les chercheurs musulmans. (...) Et quand les présidents d'universités occidentales s'adressent à leurs étudiants, ils leur répètent que le niveau scientifique supérieur auquel ils vont accéder leur permettra [aux étudiants] de contribuer à la construction d'un monde meilleur – et non d'être supérieurs aux musulmans ou à d'autres.

Le complexe des musulmans face aux Juifs est né avec l'islam

« Les musulmans arabes ne sont pas les seules victimes de ce «complexe juif» (...) Même un musulman vivant sur la plus lointaine des îles souffre de ce complexe, qui n'est pas né avec la formation du mouvement sioniste ou la création de l'Etat d'Israël, mais avec de la création de l'islam lui-même.

Pour être justes, nous devons souligner qu'en Occident aussi ils ont souffert de cette maladie, mais avec une

différence : les racines de la maladie chez les Occidentaux n'étaient pas religieuses, mais humaines, tandis que chez les musulmans elles étaient et demeurent d'ordre religieux et venant d'Allah. Il n'est donc pas surprenant qu'il ait été plus facile pour les Occidentaux de se débarrasser de cette maladie que pour les musulmans. Chez ces derniers, elle est devenue maligne et ne peut plus être enrayée que par une injonction divine qui «abrogera» l'ancienne injonction d'Allah (...)

«Les Juifs contrôlent le monde» est le refrain de tous ceux qui ne parviennent pas à suivre le courant et à utiliser leur esprit comme le font les Juifs. Les Juifs n'ont jamais contrôlé le monde. Ils ont survécu dans ce monde bien qu'étant minoritaires, et malgré les persécutions subies tout au long de l'histoire. Ils sont devenus marchands, chercheurs, médecins, avocats ; certains se sont enrichis tandis que d'autres gens ordinaires parmi eux ont travaillé dur pour gagner leur pain quotidien et subvenir à leurs besoins. Ils se sont entraidés, ont vécu en communauté, se regroupant non dans le but de contrôler le monde mais de continuer à vivre en tant que minorité, face à une majorité qui n'a jamais cessé d'essayer de les détruire.

Si ce fondement de l'existence juive les avait conduits à contrôler le monde (...), ils l'auraient bien mérité, parce qu'ils n'ont pas passé leurs jours et leurs nuits à se demander s'il est légitime qu'un musulman ou un chrétien les salue en premier, ou s'il est permis à un musulman d'exprimer ses vœux à un chrétien à l'occasion de festivités le concernant. [Au lieu de cela], les Juifs se sont consacrés à l'étude et au travail, et c'est grâce à ces bases de leur existence qu'ils se sont maintenus.

Mahathir Mohamad a exhorté les musulmans à se «raccrocher à la science» afin de produire des canons, des missiles, des bombes, des avions de combat, des tanks et des destroyers pour se défendre – mais pour se défendre contre qui ? Contre quelques malheureux 14,000,000 [Juifs] qui ont réussi, tout au long de l'histoire et au seul moyen de leur esprit, à se protéger de la persécution et de l'extermination ?!

Les musulmans n'ont pas besoin de missiles, de tanks et de canons pour se débarrasser de leur «complexe juif». Ce complexe se résoudra de lui-même quand les musulmans seront disposés à ne plus regarder le monde à travers un filtre religieux. La croyance musulmane qui veut que le monde entier forme un front contre l'islam est fondée (...) Et comment ne le serait-elle pas, quand les musulmans eux-mêmes posent sur le monde un regard exclusivement religieux ? »

« LONGUE VIE À LA DICTATURE » ABDALLAH RASHID du quotidien AL-ITIHAD des Emirats Arabes Unis 29 juin 2003

Les Arabes devraient se souvenir qu'ils ont envahi et occupé l'Europe avant les croisades

«La plupart des Arabes haïssent l'Occident, et en particulier les Etats-Unis, pour plusieurs raisons: certaines remontent aux croisades et à la période andalouse; plus récemment, à cause de la Palestine et l'Irak. Mon intention n'est pas d'étudier en profondeur ce trouble histori-

que, mais de rappeler que les Arabes devraient se souvenir qu'ils ont envahi et occupé d'importantes parties de l'Europe, plusieurs centaines d'années avant les guerres de croisades.

L'Occident et les États-unis en particulier, en consé-

(Suite page 19)

(Suite de la page 18)

quence de leur puissance financière et morale toujours croissante depuis les années 1950, et comme n'importe quelle autre force humaine, dominant et colonisent (...), à l'instar des Assyriens, des Romains, des Grecs, des Perses, des Arabes, des Tartares, des Ottomans et d'autres avant eux (...) Mais depuis les années 50, dominants et dominés ont entrepris de créer un monde nouveau, où la concurrence (qui est une composante de la nature humaine) a progressivement déserté les terrains de bataille pour pénétrer le royaume de la création, de l'économie et du commerce. Les sciences et les inventions ont connu un essor sans précédent, tout particulièrement dans les domaines de l'espace, de la communication et de la médecine. Ce qui a conduit à la création d'ordinateurs, d'Internet et de satellites, tandis que plusieurs médicaments ont été découverts, dont les antibiotiques, permettant de vaincre de nombreuses maladies et d'augmenter l'espérance de vie. De manière générale, le monde a connu des progrès stables, tandis que le commerce a prospéré (grâce à l'élimination des tarifs douaniers et à la vitesse des transports).

Depuis 1948, le monde arabe est en régression

«Or le monde arabe n'a pas su monter dans le train en marche (hormis dans le domaine de la consommation) depuis la *Nakba* palestinienne de 1948. Depuis ce temps, sous prétexte de libérer la Palestine et d'éliminer les agents de l'occupation, la plupart des pays arabes ont été dominés par des personnes tyranniques et pas si intelligentes que ça (issues essentiellement de l'armée). Ainsi, la croissance économique et scientifique a régressé jusqu'à atteindre son seuil le plus bas, comparée aux autres pays du monde (selon le dernier rapport de l'ONU).

Le fascisme arabe et le fondamentalisme islamique n'ont rien à offrir

«Depuis 1948, le fascisme arabe primitif a pu régner librement, encouragé par des militaires retardés, en passant des officiers aux partis réactionnaires (lesquelles se qualifient parfois de progressistes), s'alliant d'autres fois à l'islam fondamentaliste. Il n'a rien à offrir, si ce n'est des slogans vides tournant autour des thèmes de la résistance et de la lutte, car nulle voix ne peut s'élever au-dessus de celle de la bataille. Ainsi, la corruption s'est répandue, tandis que le fascisme arabe n'a cessé de perdre ses batailles à la Don Quichotte menées contre des forces étrangères (mais contre son peuple, il a toujours été gagnant).

Partout dans le monde, les slogans et les concepts extrémistes tombent les uns après les autres. Mais dans le monde arabe, ils ont pris une telle ampleur que les gens simples et ignorants ont pour beaucoup été endoctrinés, devenant ainsi le carburant de l'extrémisme. En discutant des raisons de notre retard avec plusieurs citoyens arabes, même prétendument instruits, on reçoit la réponse toute prête selon laquelle l'Occident, et les Etats-Unis en particulier, empêchent les Arabes de progresser. Si cela est vrai, pourquoi certains Etats islamiques, comme la Malaisie et Dubaï [sic], connaissent-ils des progrès, même partiels?»

Les Arabes ne rejettent les inventions européennes que pour les adopter par la suite.

«L'Occident, et les Etats-Unis en particulier, ont énormément accompli au cours du siècle dernier. Quant à nous, Arabes et musulmans, nous sommes devenus au mieux

des consommateurs de ces réussites et inventions: nous commençons par les rejeter, déclarant que leur objectif est de nous contrôler, pour ensuite les consommer en vitesse, en cachette la plupart du temps. Les exemples sont nombreux:

- L'invention de la transmission radio, puis de la télévision et des chaînes par satellite, puis des moyens de communication électroniques. La plupart des Arabes ont fait un mauvais usage de ces moyens, s'en servant pour canaliser l'extrémisme religieux, la provocation politique, et transmettre des informations erronées. La jeune génération passe de longues heures sur Internet devant des sites pornographiques, surtout dans les milieux fortement conservateurs, ce qui provoque de la frustration. Avant la naissance des moyens modernes de communication (audiovisuels), nous avions des érudits religieux éclairés tels que **Mohammed Abdou et Djmaledine Al-Afghani**. Depuis la confusion occasionnée par ces moyens, nous avons des cheikhs comme Ben Laden, Al Dhawahiri et beaucoup d'autres [du même type], que nous voyons et entendons sur les chaînes satellite arabes.

- L'armement a connu un développement exceptionnel au cours du siècle dernier. Depuis 1948 jusqu'à nos jours, le Moyen-Orient se trouve en première position des achats d'armes; entre 1995 et 1997, ces derniers ont atteint près de 38% des acquisitions mondiales, comparés à 3% pour l'Amérique du Sud, d'après le rapport du Département d'Etat américain «Dépenses militaires et transferts d'armes 1998.» Ces acquisitions ont pour la plupart été faites au nom de la libération de la Palestine et du combat contre l'ennemi. [Mais ces armes] ont été utilisées contre le peuple, au cours de guerres civiles ou pour attaquer les pays de la région. Quant à Israël, il demeure le plus puissant pays en matière d'armement.

Dans le domaine médical, la pénicilline et les antibiotiques ont été découverts, sauvant des milliards de vies humaines de maladies fatales telles que la typhoïde et plusieurs autres maladies infantiles. En conséquence, un certain désordre est apparu dans l'équilibre démographique de nombreux pays en voie de développement, notamment arabes, avec des taux de croissance en forte progression (parfois encouragés par des dirigeants ignorants) accompagnés de taux de mortalité (surtout infantile) en baisse. Ainsi, la croissance démographique annuelle s'est mise à osciller entre 3 et 5%, ce qui signifie que le recensement dans certains pays arabes double tous les 16 ans. Des problèmes d'ordre social et politique, ainsi que des problèmes liés à l'environnement sont nés, auxquels les gouvernements et le peuple n'ont pas su répondre. Ce ne sont là que quelques exemples des inventions et découvertes des derniers siècles et de la mauvaise utilisation qu'en a fait le monde arabe. Arrêtons-nous une minute pour nous demander, nous Arabes et musulmans, ce que nous avons offert à nous-mêmes et au reste du monde depuis le début de la Révolution industrielle jusqu'à ce jour, en matière de sciences humaines, inventions, ou toute autre valeur ajoutée à la civilisation. Malheureusement, la réponse est: presque rien!»

[1] Cet article est traduit de la version anglaise de [Dar al Hayat](#): le 8 août 2003. L'article original a été publié dans *Al-Hayat* (Londres)

d'après Middle East Media Research Institute

LES SEPT OBJECTIFS DU COLLECTIF PAIX ET VÉRITÉ

1. Appuyer toutes les propositions fondées sur la recherche véritable de la paix au Proche Orient et la négociation loyale ;
2. Dénoncer les menées antisémites dans notre pays, les manifestations de la judéophobie, comme les autres manifestations du racisme ;
3. Mettre un terme à la tolérance parfois manifestée pour les transgressions de la loi par les citoyens issus de l'immigration au nom de la jeunesse ou des inégalités ;
4. Dénoncer les campagnes médiatiques anti-israéliennes et la désinformation ; obtenir le respect des normes déontologiques dans le champ médiatique sur les questions du Proche Orient et d'Israël ;
5. Infléchir la politique officielle française au Proche Orient dans le sens d'une approche démocratique, équilibrée et impartiale entre les parties en conflit ;
6. Faire reconnaître la communauté de valeurs éthiques et démocratiques entre notre pays et Israël et en tirer les conséquences dans les relations bilatérales des deux pays ;
7. Engager la lutte des idées pour la vérité sur le conflit du Proche Orient, pour une connaissance objective des véritables positions et des attentes des parties en présence.

OUBLIER GENÈVE

D'un côté Yossi Beilin, homme politique israélien, sans mandat électif, mais opposant intransigeant au gouvernement en place et à son chef. De l'autre Yasser Abed Rabbo, membre en exercice du Conseil National Palestinien et proche de Yasser Arafat. L'un est un opposant interne au gouvernement Sharon, l'autre fait partie d'un état-major qui a déclenché une guerre contre Israël. Les deux ennemis de Sharon passent un accord de paix virtuel.

Qui prend en charge la logistique de l'opération, sa propagande, la cérémonie de signature, à grand spectacle ? La Suisse, dont l'intervention dissimule mal la main de l'Europe. On ne dépense pas autant d'argent pour rien. Contre qui ces trois initiateurs (Beilin, Rabbo, l'Europe) peuvent-ils faire cause commune ? Seulement contre leur cauchemar com-

mun, Ariel Sharon, largement élu deux fois à son poste de responsable des affaires d'Israël.

L'accord n'a aucune valeur juridique, mais il a **une valeur politique considérable**. Avec cet accord, on va faire la démonstration que celui qui est contre la paix, celui qui œuvre pour empêcher qu'elle ne se fasse, c'est Sharon. L'accord est entièrement dirigé contre Sharon. La charge de la violence au Proche Orient, la responsabilité de la guerre et du sang, peuvent être placées sur ses épaules. Au même moment, les États-unis ont besoin de faire pression sur lui, d'ajuster les intérêts d'Israël à leurs intérêts d'américains, intérêts complexes, qui font une part de choix aux ennemis d'Israël. Et Colin Powell adoube les deux contractants en les recevant à Washington.

L'argument qui emporte l'adhésion pour beaucoup, c'est que la situation est bloquée au Proche Orient, que la poursuite de la guerre est un désastre, que Sharon et l'extrême droite israélienne n'y sont pas pour rien, qu'un partenaire palestinien existe, puisque Rabbo et quelques autres ont négocié.

La poursuite de la guerre est un désastre, c'est sur. Mais existe-t-il un partenaire palestinien pour y mettre un terme ? Rabbo n'a aucun poids par lui-même : il n'a ni influence, ni troupes, ni équipes. C'est un simple collaborateur d'Arafat. Si partenaire il y avait, ce devrait être Arafat. Arafat, qui dispose de l'autorité et des moyens nécessaires, désire-t-il être un partenaire, même s'il ne l'a pas été en 2000 à Camp David ou à Tabba ? Il a prétendu n'avoir pas lu l'ac-

(Suite page 16)

► VOUS DÉSIREZ RECEVOIR LA LETTRE DU COLLECTIF PAIX ET VÉRITÉ ET ÊTRE INFORMÉ(E) DE SES ACTIVITÉS
IL FAUT DEVENIR AMI DU COLLECTIF PAIX ET VÉRITÉ:

COTISATION ANNUELLE : 15 EUROS COTISATION DE SOUTIEN : 30 , 50 , 100 , 200 Euros, etc..

À ADRESSER PAR CHÈQUE BANCAIRE OU POSTAL À L'ORDRE DE
COLLECTIF PAIX ET VÉRITÉ BP 42 13266 MARSEILLE CEDEX 08

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

VILLE : CODE POSTAL PAYS :

TÉLÉPHONE : É-MAIL :

Lettre du Collectif Paix et Vérité

BP 42 13266 Marseille Cedex 08

Dépôt légal Février 2003

ISSN en cours

paixetverite@online.fr

<http://www.objectif-info.com>

Directeur de publication: Jean-Pierre Bensimon

Impr. Repro Concept Marseille